

# **l'Action NATIONALE**

---

Volume LXXII, numéro 1, septembre 1982

**Le trésor essentiel d'un pays: sa nourriture**



# La Ligue d'Action Nationale

---

**Président:**

François-Albert Angers

**Vice-présidents:**

Patrick Allen

Ruth Paradis

**Secrétaire:**

Gérard Turcotte

**Trésorier:**

Charles Poirier

**Directeurs:**

Richard Arès

André Auclair

Raymond Barbeau

René Blanchard

Jacques Boulay

Guy Bouthillier

Michel Brochu

Louise Collin-Brochu

Pierre Dupuis

Jean Genest

Yvon Groulx

Léo Jacques

Jean-Marc Kirouac

Anna Lagacé-Normand

Jean-Marc Léger

Delmas Lévesque

Denis Monière

Nycol Pageau-Goyette

Jean-Marcel Paquette

Thérèse Dionne-Picard

André Provost

Gilles Rhéaume

Albert Rioux

Jean-Paul Rioux

Pierre Trépanier

Claude Trottier

---

## SES ACTIVITÉS

**L'Action Nationale**

revue d'information nationale

qui lutte pour l'indépendance du Québec

---

**Fondation Esdras Minville**

société recueillant des fonds

destinés à des activités nationales

---

**Clubs de la République**

association de jeunes réunis

pour préparer l'indépendance du Québec

---

**Éditions françaises**

société de publication de dossiers

destinés à un cercle de lecteurs abonnés

---

**Enquête nationale**

recherche par des spécialistes

sur l'avenir constitutionnel du Québec

---

**Assises nationales**

convocation des forces vives du Québec

pour réaliser la cohésion nécessaire

---

82, rue Sherbrooke ouest

Montréal H2X 1X3

(514)-337-7244

---

# **l'Action**      **NATIONALE**

---

---

**Volume LXXII, numéro 1, septembre 1982**

---

## **TABLE DES MATIÈRES**

---

<b>ÉDITORIAL</b> <b>Gilles RHEAUME:</b>	Avoir le courage du verbe	3
<b>Jean-Claude ROCHEFORT</b> <b>et François DUMAS:</b>	Échec de la réforme en éducation	9
<b>Jean ROBILLARD:</b>	Antécédents d'Alliance-Québec	21
<b>Roger DUHAMEL:</b>	Québec à Washington et Ottawa aux Malouines	27
<b>Léo PONCELET:</b>	Démantèlement du réseau universitaire francophone	37
<b>Jean GENEST:</b>	La nourriture des humains	43
<b>Paul GRENIER:</b>	Achat-Québec	59
<b>Jacques GAGNON:</b>	Manuels d'introduction à la politique au Québec	67
<b>Albert RIOUX:</b>	En souvenir de Mgr Ch.E. Parent	71
<b>Patrick ALLEN:</b>	Glanures d'informations	73
<b>Jean GENEST:</b>	Impact d'une décision	85
<b>Bilans financiers de L'ACTION NATIONALE et FONDATION MINVILLE</b>		89

---

# L'ACTION NATIONALE

revue d'information nationale

---

**Directeur:** Jean GENEST

**Agent de promotion:** Robert LADOUCEUR

**Photographe:** Paul HAMEL

**Collaborateurs:**

Patrick Allen

François-Albert Angers

Richard Arès

Viateur Beaupré

René Blanchard

Odina Boutet

Guy Bouthillier

Camille Bronsard

André d'Allemagne

Roger Duhamel

Jean-Baptiste Giroux

André Joyal

Pierre-André Julien

Delmas Lèvesque

Jeannine McNeil

Denis Monière

Jean-Marcel Paquette

Jean-D. Robillard

Jean-Pierre Wallot

Pierre Yergeau

---

**Abonnement:**

	1 an (10 numéros)	2 ans (20 numéros)
Québec, Canada	\$25.00	\$45.00
Autres pays	30.00	50.00
Abonnement de soutien	35.00	

---

Les articles de la revue sont répertoriés et indexés dans l'Index des périodiques canadiens, publication de l'Association canadienne des bibliothèques, dans Périodex publié par la Centrale des Bibliothèques et dans Radar, répertoire analytique d'articles de revues du Québec, publié par la Bibliothèque nationale du Québec.

Prière de joindre à toute correspondance relative au service de la revue le numéro-code figurant sur la dernière adresse d'envoi.

ISSN-0001-7469

ISBN-2-89070

Dépôt légal: Bibliothèque nationale, 2<sup>ème</sup> semestre 1981

82, rue Sherbrooke ouest  
Montréal H2X 1X3  
337.7244

Courrier de la deuxième classe  
Enregistrement numéro 1162

---

## ÉDITORIAL

### Avoir le courage du verbe!

---

par GILLES RHÉAUME

directeur de la Ligue d'Action Nationale, président général de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal et porte-parole du Mouvement National des Québécois

Cette formule est celle qui exprime le mieux l'attitude que doivent adopter les indépendantistes d'aujourd'hui. Les nationalistes ont le verbe haut et franc et il est normal qu'il en soit ainsi. La conjoncture nationale, l'impasse constitutionnelle et la situation économique obligent ceux et celles qui ont choisi l'indépendance à explorer des sentiers nouveaux.

Les difficultés que nous connaissons rendent pénible toute action militante. Il est ardu, en effet, de déterminer les paramètres sur lesquels appuyer notre lutte de libération. La population est toute préoccupée à survivre dans le contexte actuel. Il nous est donc impérieux de lui démontrer qu'en régularisant notre situation nationale, il sera plus facile d'attaquer de front nos problèmes économiques.

Mais comment sensibiliser le peuple à cette analyse et à ces conclusions? Tel est le défi des indépendantistes!

Les indépendantistes ont l'important devoir de populariser leur approche, de faire partager leur idéal. Quels sont les moyens mis à notre disposition? Nous devons procéder à l'inventaire des ressources disponibles avant de définir notre action, afin d'éviter les tergiversations.

Les nationalistes forment un mouvement aux ramifications diverses. Il est urgent d'identifier tous les rameaux de la famille indépendantiste. Il y a l'aile politique du mouvement dont la principale expression est le Parti québécois. Au pouvoir depuis bientôt six ans, nous en concluons que la

majorité de l'électorat a la conscience nationale en alerte. L'appui accordé au P.Q. est la preuve que les Québécois et les Québécoises ont un préjugé favorable en une organisation politique qui pense Québec d'abord. Cet élément est d'une grande importance, il doit nous stimuler dans notre action.

Le rôle du gouvernement est d'administrer les affaires publiques de l'État. L'essentiel de son activité consiste dans la gestion et l'organisation. Le devoir du gouvernement, c'est aussi l'application du programme électoral qu'il a proposé aux citoyens et citoyennes. Jusqu'à un certain point, les parlementaires sont la courroie de transmission qui permet au peuple de concrétiser les choix qu'il a faits lors des élections générales. L'ambiguïté du gouvernement péquiste réside dans le fait que tout en ayant comme article premier du programme politique du parti l'accession du Québec à l'indépendance nationale, le P.Q. s'est engagé à ne pas réaliser la souveraineté lors du présent mandat électoral. Nous devons donc vivre avec cette décision, que nous l'endossions ou pas. Nous pouvons penser que ce choix politique est mauvais, voire dangereux et risqué. La réflexion des militants et militantes du P.Q. mérite le respect, puisque cette décision est le fruit des consultations internes que l'on sait. Le Parti québécois est composé de près de 200,000 membres qui forment les assises populaires de cette organisation politique. Les militants et militantes du Parti ont pignon sur rue et tentent d'assurer la présence nationaliste partout. L'aile politique du mouvement indépendantiste a son expression parlementaire. L'aile politique a son rôle; il est très important et son influence est considérable. L'essentiel de son énergie est absorbée par sa vocation gouvernementale et législative.

Si le mouvement indépendantiste se résumait à son aile politique, il n'aurait pas de sens. Du 15 novembre 1976 au référendum, c'est en quelque sorte ce qui est arrivé. Les nationalistes, les indépendantistes, les progressistes, tous ceux et celles qui militaient en faveur d'un changement majeur au Québec ont cru que l'élection du Parti québécois apporterait des solutions à tous les problèmes que nous connaissions.

Le 15 novembre 1976 n'a été en fait que l'expression populaire d'une volonté de changement radical. Nous étions

dans l'illusion. Cette élection n'aura été que l'amorce d'une démarche de la vraie décolonisation. Avec des indépendantistes à des postes clés, ou des indépendantistes occupant les plus hautes fonctions de l'État, le mouvement indépendantiste a cru que l'indépendance nationale viendrait de l'Assemblée nationale elle-même ou des fruits de son activité. Les intellectuels se sont tus, les artistes ont modifié leur lecture de la réalité nationale, le mouvement nationaliste vivait dans l'attente de la libération, les progressistes crurent que les règles du jeu avaient radicalement changé.

Le gouvernement se retrouva seul. Les circonstances ont voulu qu'il occupe toute la place et aussi que l'ensemble du mouvement indépendantiste lui cède la sienne. Nous étions tous mal à l'aise de critiquer l'administration gouvernementale et nous étions solidaires de ses décisions. Nous avons accepté cette façon d'être pendant le premier mandat du gouvernement péquiste. Les quelques voix dissidentes devenaient rapidement anathèmes.

Depuis le référendum, le mouvement indépendantiste tente de réévaluer son action et son orientation. D'importantes modifications de comportement s'imposent. Nous devrions tous apprendre à mettre la préoccupation nationale au-dessus de la préoccupation politique.

Toute la difficulté de la distinction entre le national et le politique est la cause principale de nos problèmes.

La vie nationale n'est pas la vie politique. La vie nationale d'un peuple peut connaître différentes expressions politiques. Les Canadiens qui sont devenus Canadiens-Français et ensuite Québécois ont déjà connu plusieurs régimes politiques.

La nation peut choisir de vivre dans un régime plus ou moins conservateur, libéral, socialiste ou marxiste. L'équilibre national, le bien-être de la nation se situent au-dessus de toute forme de préoccupations politiques.

La vie nationale ne doit pas être à la remorque de la vie politique, car elle s'éteindrait avec celle-ci. Ces précisions ne diminuent en rien l'importance de l'aspect politique de notre vie nationale, elles ne font que le situer à sa place. La

compréhension de ces distinctions nous permet de saisir exactement le rôle de chacune des composantes du mouvement indépendantiste.

Les autres ailes militantes du mouvement ont un rôle essentiel à remplir. L'accomplissement de notre devoir sera l'assurance de la légitimité et de la rectitude de notre démarche.

Il est grand temps que les indépendantistes apprennent à se concerter et à se coordonner. Il faut un lieu formel de rencontre des organismes ou individus partageant les mêmes objectifs. Il nous faut créer en quelque sorte un conseil national de l'indépendance. Fini le temps de la spontanéité et de l'improvisation. Que ceux et celles qui croient en l'accomplissement d'une république française sur les bords du Saint-Laurent se rencontrent et établissent un plan d'action.

Il faut susciter la réflexion du mouvement indépendantiste. L'indépendance nationale reçoit l'adhésion de citoyennes et citoyens de toute tendance politique, idéologique. À quand remonte la dernière réflexion organisée des indépendantistes? En connaissant la réponse à cette question, peut-on être surpris de la déstabilisation et de l'inertie de notre mouvement? Il faut reconstruire notre doctrine nationale, adapter notre vocabulaire politique aux besoins d'aujourd'hui.

Pourquoi les jeunes ne sont-ils pas avec nous? Le désintéressement de la jeunesse face à la question nationale est-il pour les indépendantistes une préoccupation? Sommes-nous à l'abri du paternalisme face à leur comportement politique? Est-ce que nous les acceptons tels qu'ils ou qu'elles sont ou tentons-nous de les changer?

Un mouvement de libération nationale qui n'est pas accueillant et positif face aux jeunes n'a pas de signification et est appelé à la disparition prochaine. Si les jeunes ne se reconnaissent pas dans notre approche de décolonisation, celle-ci est fautive et mésadaptée.

Cessons de nous leurrer. Le mouvement indépendantiste n'est pas à l'abri ni de l'erreur ni de la trahison. Nous pouvons réduire nos erreurs par une meilleure préparation et une

meilleure consultation. Quant à la trahison, n'allons surtout pas croire que la GRC a cessé toute activité depuis octobre 1970.

Les indépendantistes doivent démontrer à la population la nécessité de la souveraineté. Comme disait Lionel Groulx: «Les idées portent à condition qu'on les porte.» Il faut que les nationalistes trouvent le courage du verbe. Nous pouvons parler, écrire et chanter l'indépendance avec brio. Nous sommes suffisamment convaincus pour faire partager non seulement la légitimité, mais la nécessité de la libération nationale. Quels efforts exigent les circonstances?

Le nationalisme est une caractéristique essentielle de notre peuple. Il faut rejoindre la population, l'intéresser à la question nationale, l'impliquer dans la recherche des solutions à nos difficultés.

La victoire ne peut venir d'ailleurs que de nous-mêmes. Soyons à la hauteur de ceux et celles qui nous ont précédés. Inspirons-nous de ces hommes et de ces femmes qui ont su garder bien vivante en nous cette flamme indispensable qu'est l'aspiration à la liberté.

Ayons le courage du Verbe et nous vaincrons!

# Les immenses ressources hydroélectriques du Québec

Classée parmi les plus importantes entreprises d'électricité au monde, Hydro-Québec est en excellente position sur le marché énergétique, parce qu'elle a l'avantage de tirer parti des immenses ressources hydroélectriques du Québec, donc de ressources renouvelables.

Suivant son mandat, Hydro-Québec prévoit les besoins d'électricité de ses abonnés et les moyens d'y satisfaire, tout en augmentant la part de cette forme d'énergie dans le bilan énergétique du Québec.

Hydro-Québec travaille également à la mise au point d'énergies nouvelles et à l'intégration de celles-ci aux ressources énergétiques déjà exploitées commercialement au Québec.

Plus de 99 % de l'énergie qu'elle fournit est hydroélectrique.



# Échec de la réforme en éducation (1959-1982)

---

par JEAN-CLAUDE ROCHEFORT, Ph. D.  
et FRANÇOIS DUMAS, M. Sc (sc. politiques)<sup>1</sup>

## I - Analyse de la situation

Commençons par une comparaison entre l'Ontario et le Québec en 1959. 1959-1960, c'est la fin du régime Duplessis. Où en étions-nous alors?

**A - Nombre de professeurs:** le Québec a une avance marquée sur l'Ontario quant au nombre de professeurs à l'élémentaire et au secondaire: soit 448 de plus que l'Ontario en 1958-1959 et 469 de plus en 1959-1960.

**B - Nombre d'élèves:** le Québec a un nombre d'élèves du niveau secondaire équivalent à celui de l'Ontario, soit 235,928 contre 237,576, compte tenu de la différence de population des deux provinces (5.2 contre 5.9 millions).

Le Québec, à cette époque, a pris les devants dans le domaine des instituts spécialisés (instituts de technologie, instituts de commerce, d'agriculture et les écoles normales). L'avance prise dans le secteur des instituts de commerce (écoles d'affaires) est colossale (7111 étudiants inscrits de plus au Québec qu'en Ontario dans ce type d'institut).

Le nombre de brevets d'enseignement est équivalent (5607 à 6348), compte tenu de l'importance de la population. Le ratio maître/élèves est moins élevé au Québec (21.5) qu'en Ontario (22.4).

Le seul retard marqué du Québec, pour cette partie, se trouve au niveau de la maternelle, moins développée au Québec: 11,566 enfants contre 82,913 en Ontario.

**C - Les services.** Le Québec a une pensée plus moderne que l'Ontario. Il a un plus grand nombre d'écoles (8528 contre 7550 en Ontario) et un nombre inférieur de Commissions scolaires. Il a eu tendance à réduire le nombre de ses écoles et de ses Commissions scolaires en les agrandissant.

Année:	Nombre d'écoles	Nombre de Comm. scolaires
1957	9200	1863
1958	8881	1830
1959	8528	1788

La construction d'écoles au Québec est inférieure de 209 mais le nombre de réparations d'édifices excède de 1042 celui de l'Ontario.

La supériorité du Québec en audio-visuel est contrebalancée par les carences de son système de bibliothèques.

Quant au coût du transport des élèves, le Québec fait alors preuve d'une gestion plus saine et efficace: coût inférieur de \$32.64 par élève malgré un volume moindre: 104,441 contre 126,586 pour l'Ontario. Le coût total est donc moindre: \$4,966,462 contre \$10,145,611, ce qui est l'indice d'une meilleure administration.

**D - Le budget.** Le budget que le Québec consacre alors à l'éducation est supérieur à celui de l'Ontario. Le coût total de l'éducation est de \$48 millions supérieur à celui de l'Ontario pour l'année 1959.

**E - En somme.** En 1959, le Québec est inférieur à l'Ontario dans les domaines suivants:

- 1- Pourcentage de la population totale des élèves à l'élémentaire et au secondaire: différence de 2%.
- 2- Population totale de 5,200,000 à 5,952,000.
- 3- Nombre d'enfants à la maternelle.
- 4- Construction d'écoles.
- 5- Système de bibliothèques.

Le Québec est nettement supérieur à l'Ontario ou plus avancé dans les domaines suivants:

- 1- Nombre de professeurs à l'élémentaire et au secondaire.

- 2- Nombre d'élèves dans les Instituts spécialisés: technologie, commerce, écoles normales (formation des maîtres), agriculture.
- 3- Ratio maître/élèves.
- 4- Nombre d'écoles.
- 5- Réparation d'écoles.
- 6- Audio-visuel.
- 7- Budget de l'éducation: subsides provinciaux et coût total.

Le Québec se compare avantageusement à l'Ontario, compte tenu des circonstances en ce qui concerne:

- 1- le nombre d'étudiants au secondaire;
- 2- le nombre de brevets d'enseignement émis;
- 3- le transport scolaire.

Le prétexte du déclenchement de la révolution tranquille en éducation, soit un retard énorme du Québec sur l'Ontario, n'a jamais eu de fondement réel. Un retard minimal et, si l'on tient compte des disparités démographiques et régionales, il n'y avait pas de retard du tout. La réforme dans l'éducation, comme nous le verrons, est un échec car, malgré que le budget de l'éducation soit aujourd'hui plus élevé au Québec qu'en Ontario, le rendement est inférieur et la scolarité moyenne plus faible.

Une autre raison nous est donnée dans les deux citations suivantes: «Depuis le Rapport Parent, le Québec a beaucoup investi dans son système d'éducation, conscient qu'il s'agissait là d'une des voies essentielles de son développement... économique» (Éducation-Québec, vol. 9, no 6, avril 1979, p. 4). — «En 1980, les Franco-Québécois ne contrôlent toujours que 8% des pâtes à papier, 4% du textile, 9% du vêtement, 20% du secteur de la fabrication métallique, 30% du secteur de la machinerie, 16% des matériels de transport, 5% de l'électro-ménager et 9% des produits chimiques, cosmétiques et médicaments» (Tiré de Pascal Mallet: *Le Québec pour quoi faire?*, Éd. Grasset, Paris, 1980, p. 127-129).

L'éducation a été le pivot de la révolution tranquille. Le but visé était de rendre les Québécois maîtres de leur économie en restructurant le Québec et en réformant d'abord

le système d'éducation. Or, malgré les milliards investis, les Franco-Québécois sont loin d'être maîtres de leur économie comme le montre Pascal Mallet. La révolution tranquille n'a donc pas rempli ses promesses.

On a reproché à l'éducation classique de ne former que des notaires, avocats, médecins (donc une bourgeoisie qui ressemblait plus à une noblesse de robe qu'à une bourgeoisie d'affaire). Le nouveau système d'éducation issu de la réforme devait former une bourgeoisie d'affaire permettant aux francophones de contrôler leur économie. Or, cela ne s'est pas réalisé: en 1960, les Canadiens-Français contrôlaient 20% de leur économie; ils en contrôlent 21% en 1980. Les investissements en éducation sont donc hautement improductifs depuis 20 ans dans la belle province.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, le Rapport Parent est responsable d'un recul dans le secteur de *l'enseignement universitaire*, entre 1959 et 1982.

En effet, les étudiants étaient mieux servis dans le pourcentage entre enseignants/étudiants en 1959 qu'en 1971 ou en 1974. Pour une population étudiante restreinte de 38,408 à ce niveau en 1959, le Québec pouvait aligner fièrement 5792 enseignants, alors qu'en 1972, pour une clientèle accrue de 69,904, il ne disposait que de 4565 enseignants. Ce retard ne sera rattrapé qu'en 1975, où les enseignants au niveau universitaire atteindront 5914.<sup>1</sup>

## II - Évaluation ou conséquences des changements en éducation: 1970-1978.

**A - Les enseignants:** De 1973 à 1978, le Québec affiche un retard certain dans le domaine de l'enseignement universitaire par rapport à l'Ontario. L'Ontario possède durant ces années au moins le double du nombre d'enseignants québécois à ce niveau. Est-il normal que le Québec affiche (chargés de cours et auxiliaires d'enseignement non compris dans les deux cas) un nombre de professeurs d'université deux fois moindre que celui de l'Ontario en 1978, après 18 ans de réformes?

Est-il normal que le salaire moyen d'un enseignant universitaire au Québec soit inférieur à celui d'un enseignant ontarien en 1974-1975, soit \$19,185 contre \$21,084?

Est-il normal qu'entre 1970 et 1972 le nombre d'étudiants à l'université augmente de 13,719 et que le nombre d'enseignants universitaires diminue de 474?

Est-il normal qu'en 1978 le Québec, qui possède une population étudiante supérieure à l'Ontario, au niveau universitaire (12,986 étudiants de plus que l'Ontario) dispose de 6259 professeurs de moins que celle-ci pour mener à bien sa tâche d'éducation universitaire? La comparaison établit que le Québec est plus en retard en 1978, par rapport à l'Ontario, au niveau universitaire, qu'il ne l'était en 1960.

**B - Les étudiants:** «Les francophones quittent plus souvent l'école au secondaire: 19% contre 9.8% d'allophones et 14.3% d'anglophones» (Tiré de Pierre Demers: *Le refus tranquille de l'école au Québec*, dans *Éducation-Québec*, vol. 11, no 3, nov.-déc. 1980, p. 14).

Le Rapport Parent, ce tissu de contradictions, précisait en 1964: «20% des effectifs de chaque génération devraient entrer à l'université». Pourtant on lit un peu plus loin, à la même page: «On peut évaluer à 17.5% en moyenne, la fraction des adolescents qui fréquenteront les institutions de ce secteur». Toujours à la même page: «Nous avons supposé qu'une fraction maximale de 12.5% des individus d'une génération quelconque s'inscrivaient à l'université». Et à la page suivante: «Au total, environ 17% des individus d'une génération accéderont à l'université... Admettons donc que 17% des individus d'une génération accéderont à l'université».

Quoi qu'il en soit, le Rapport Parent s'est lourdement trompé, au moins pour les francophones du Québec: «En mars 1978, le vice-recteur de l'Université McGill notait que 7% seulement des francophones accédaient à l'enseignement supérieur, contre 16% des anglophones» (Tiré de Pascal Mallet: *Le Québec pour quoi faire?*, Grasset, Paris, 1980, p. 126). Et l'Annuaire statistique du Québec pour 1979-1980 confirme: «8.5% de l'ensemble de la population estudiantine fréquentent l'université» (p. 381).

Le nombre des enfants inadaptés dans notre système scolaire passe de 42,815 en 1970-1971 à 102,921 en 1978-1979. La dernière décennie aura été celle de la décroissance des clientèles scolaires et de l'accroissement spectaculaire des inadaptés. Diminution de clientèle de 16.9% pour l'ensemble des commissions scolaires et une augmentation proportionnelle de 22% des inadaptés: «L'école primaire et secondaire fabrique-t-elle les inadaptés?» se demande la revue *Prospectives* (vol. 17, no 1, p. 20). «Les élèves ont diminué de 17% dans nos écoles, mais les inadaptés ont augmenté de 9%! Il faudrait peut-être changer quelque chose... à l'école» (Tiré de La fabrique d'inadaptés, *Prospectives*, vol. 17, no 4, déc. 1981).

La vraie question qu'il faudrait poser est, au fond: est-ce que ce sont les élèves qui sont inadaptés au système scolaire ou est-ce celui-ci qui, après vingt ans, est devenu inadapté aux élèves? Ce qui est en question, c'est toute la réforme scolaire des vingt dernières années et le système qui en est résulté, car, ne nous leurrions pas, ce contre quoi les étudiants ont manifesté il n'y a pas si longtemps, ce n'est pas tellement la question du 50/60%, c'est contre le système lui-même qu'ils en avaient et en ont toujours: «Le maudit système, il est pourri», chantent en chœur parents et étudiants.

La clientèle du réseau public passe de 1,419,997 en 1974-75 à 1,165,250 en 1979-1980: «De 1975 à 1980, la clientèle scolaire du secteur précollégial diminue de 16.9%, passant de 1,510,351 à 1,255,779 étudiants. La fréquentation des écoles publiques connaît une diminution... de 15.4%, comparative-ment à une augmentation de 10.5% dans le secteur privé» (Tiré de l'Annuaire du Québec 1979-1980, p. 381). L'Annuaire ajoute: «Les écoles privées desservent, en 1979-1980, 7.2% de la clientèle scolaire du Québec, alors que ce pourcentage était de 5.6% en 1974-75. Il s'agit donc d'un net raffermissement du secteur privé au Québec».

La clientèle de l'enseignement privé passe de 64,200 en 1974 à 101,674 en 1977. Pourquoi la clientèle du secteur public est-elle en baisse? Il y a, bien sûr, le problème de la dénatalité au Québec, mais est-ce que cela explique tout? Voici ce que

l'analyse des chiffres révèle: l'école publique étant de plus en plus inadaptée aux étudiants, les parents choisissent de plus en plus l'école privée. Les fonctionnaires, voyant l'échec de leur système public, décident donc de réagir vigoureusement en coupant les fonds au système privé, parce qu'il est plus efficace. L'augmentation des inscriptions au privé et l'augmentation des inadaptes du système public vont de pair, ils représentent des indices non équivoques de la faiblesse, voire de la faillite du système.

La raison pour laquelle le Ministère veut la peau du système privé a été très bien énoncée par M. F.-A. Angers: «Et pour qu'on ne puisse pas mesurer par comparaison leur échec, il leur faut la tête des institutions vraiment libres» (*L'Action nationale*, vol. 70, no 1, 1981, p. 54).

Les statistiques pour le nombre de diplômés révèlent que de 1975 à 1978, selon le cycle d'études, l'Ontario produisait de deux à deux fois et demie plus de diplômés universitaires que le Québec. Par exemple, 908 doctorats contre 368 en 1978. Le retard du Québec par rapport à l'Ontario semble s'être beaucoup accru depuis le début de la réforme (1960), malgré les milliards investis. Même par rapport à la minorité anglophone, la majorité francophone, bien que «libérée tranquillement», ne soutient pas la comparaison.

«De 1970 à 1975, les universités anglophones (McGill notamment) ont décerné plus de doctorats que les universités francophones. De 1970 à 1975, l'augmentation des diplômés a été plus forte dans les universités anglophones (16.7%) que dans les université francophones (3.8%). Laval et Montréal ont subi des diminutions de diplômés au cours de la période (-29.3% et -22.4%)» (Tiré de l'Annuaire du Québec, 1977-78, p. 537).

Pour les 64,792 étudiants à temps plein qui se sont inscrits au premier cycle universitaire en 1975, seuls 20,419 en sont ressortis avec un diplôme, en 1978. Cela représente un taux d'échecs/abandons d'environ 70%. Le phénomène est plus grave au niveau des deuxième et troisième cycles: pour 18,748 inscrits en 1974, 3493 en ressortent avec un diplôme en 1978 (calculs effectués à partir des pages 386 à 389 de l'Annuaire

1979-1980 et des pages 15 et 20 des Statistiques de l'Éducation, 1979-80).

**C - Les services.** «20% des heures de travail des employés de la CECM sont consacrés à réparer les dégâts du vandalisme» (Tiré de Camille Gagnon: *Pourquoi t'as fait ça?*, dans *Éducation-Québec*, vol. 10, no 8, juin 1980, p. 4). Coût du vandalisme: \$4995 en 1965 et plus de quatre millions en 1981-1982.

**D - Le budget.** Le budget de l'éducation 1981-1982 était de 6 milliards au Québec. L'appréciation du budget donnée par le Rapport Parent (1965) pour la même année est de 2.55 milliards. Le Rapport Parent ne s'est donc trompé que de 3.45 milliards dans ses prévisions, ou est-ce explicable seulement par l'inflation? Le Québec a dépensé en éducation plus que la moyenne canadienne de 1959 à 1963.

### III - État actuel de l'éducation: 1979-1982, où en sommes-nous au Québec?

**A - Les enseignants:** «La charge des enseignants québécois est la plus basse au Canada: 16½ heures-semaine au secondaire et 20½ h. à l'élémentaire». — «Un enseignant, pendant une année de 183 jours de classe et de 17 jours pédagogiques, donne 610 cours et fait 122 surveillances. Au salaire annuel moyen de \$28,000 par enseignant, les 122 surveillances à \$35 du 54 minutes coûtent \$4270 par année et les 17 journées pédagogiques à \$140 coûtent \$2380 pour chaque enseignant» (Gérard Bernatchez, dans *La Presse*, 19 avril 1982).

**B - Les étudiants:** Taux d'échecs de 50% lors des examens en sciences du Ministère, de 1973 à 1977. Jusqu'à 85% d'échecs à certains examens du Ministère en 1981. En 1979-80, sur 525,000 élèves étudiant au secondaire, 50% n'obtinrent pas de diplôme, soit 260,000. La productivité des universitaires québécois est 50% inférieure à celle des Américains.

Tels sont les faits. Mais s'accordent-ils avec les objectifs de la réforme en éducation en 1960? En d'autres termes, comparons les buts avoués de cette réforme avec les présents résultats: 51% des Québécois ne terminent pas leur secondaire. Voilà le point d'arrivée. D'où est-on parti? «On doit

d'abord souligner l'urgence d'accélérer la scolarisation complète de la population du niveau secondaire», disait le Rapport Parent en 1963. «En 1960, le parti promet, disait M. Jean Lesage, la prolongation de la fréquentation scolaire jusqu'à 16 ans» (Voir Roch Denis: *Luttes de classes et question nationale au Québec*, Presses socialistes internationales, Maspéro, Paris, 1979, pp. 224-265).

Le seul problème: les Québécois n'en veulent pas, car 51% ne terminent pas leur secondaire. En 1981, on dénombrait au Québec deux fois plus d'anglophones que de francophones qui avaient 16 années de scolarité (23% contre 11%). «Les réformes doivent viser à permettre à l'enseignement de langue française d'atteindre au plus tôt un niveau comparable de services et de qualité avec l'enseignement public de langue anglaise au Québec», disait le Rapport Parent (Seconde tranche, p. 102).

La réalité est autre. En 1982, il y a une hausse de 11.6% des inscriptions des étudiants en génie chez les étudiants anglophones au Québec et une baisse de 4.5% chez les étudiants francophones au Québec. En Ontario, la hausse est de 7.9%.

En septembre 1981, seulement 44% des finissants au secondaire se sont inscrits au collégial.

En 1959-60, les Commissions scolaires au Québec accueillent 1,123,000 élèves et en 1980-81, 1,130,000 élèves. Cela signifie qu'en 1959-60, 26.6% de la population du Québec était aux études et qu'en 1981, la proportion atteint 27%. Où est l'apport colossal de la réforme? Où est la démocratisation de l'enseignement? Il se chiffre à 0.4%. Avons-nous choisi le bon chemin? (Rapport du surintendant de l'instr. publique, 1959-60, p. 4).

**C - Le rendement de l'éducation.** Taux de rendement de l'éducation en 1979-80: élémentaire, 30%; secondaire, 20%; universitaire, 12% (Éducation-Québec, vol. 10, no 5, p. 6), de ce qu'il devrait être.

**D - Le budget.** En 1961, 25% des dépenses de l'impôt foncier sont consacrés à l'éducation, selon le Rapport Parent. En

1980, «25 cents de chaque dollar d'impôt va à l'éducation» (Éducation-Québec, vol. 10, no 5, mars 1980, p. 5).

Les sommes dépensées par le gouvernement du Québec en éducation en 1982-83 seront 45 fois plus importantes que celles qu'il a consacrées à cette fin en 1959-60 et 650 fois plus importantes que celles de 1944-45: «Doublé notre actuel investissement en éducation est sans doute un objectif minimum et non pas un projet extravagant» (Rapport Parent, 1964).

En 1980-81, le budget des Commissions scolaires équivalait à 61% du budget total de l'éducation (3.1 milliards sur 5.1 milliards). En 1979-80, l'éducation représente 27% du budget total du gouvernement (Éducation-Québec, vol. 10, no 5, mars 1980, p. 5).

**E - Conclusion.** «De 1965 à 1974, non seulement le Québec a consenti une plus grande part de son produit intérieur brut à l'éducation, mais les dépenses par étudiant sont maintenant plus élevées au Québec qu'en Ontario. Les dépenses de fonctionnement ont continué d'augmenter en période de baisse des effectifs scolaires, même lorsqu'on élimine les effets de l'inflation... Il faudrait peut-être limiter les allègements de tâche... et cesser d'envisager ces actions coûteuses comme... conduisant à l'amélioration du système dans son ensemble. On ne peut espérer augmenter automatiquement le rendement et la qualité de l'éducation en diminuant le nombre d'élèves par classe. Il y aurait un seuil à partir duquel le rendement serait décroissant... En 1975-76, l'indice des prix à la consommation augmentait de 6.91% à Montréal, alors que l'augmentation de l'indice des prix des Commissions scolaires était de 15.3%» (Éducation-Québec, vol. 10, no 5, p. 6, mars 1980).

En somme, «la substitution de l'État providence à l'État gendarme» par la révolution en éducation, dont parle Louis-Philippe Audet (Bilan de la réforme scolaire au Québec, PUM, 1969, p. 30), n'a pas réussi à combler le prétendu retard de 1959 du Québec par rapport à l'Ontario. Un retard, bien réel celui-là, nous sépare actuellement de l'Ontario en ce qui concerne la qualité de l'enseignement, le degré de scolarisation, le nombre de diplômes et l'efficacité du système en

général. Si on peut rendre compte de ce retard en une phrase, nous disons: nous payons plus cher que l'Ontario pour un service moindre et une scolarisation moindre, et ce, depuis des années.

Le bilan est que nous sommes plus en retard maintenant que nous ne l'étions en 1959: «Les sommes d'argent considérables, dit M. Michel Brunet (*L'Action nationale*, vol. 70, no 1, 1981, p. 58), que nous avons englouties, le mécontentement général des parents, des éducateurs, des élèves et des étudiants, la pénurie de cadres et de spécialistes en demande... l'anarchie qui prévaut à l'intérieur de chaque université et dans out enseignement supérieur, le petit nombre de professeurs d'université et de chercheurs capables de servir efficacement le milieu, voilà le bilan réaliste d'une entreprise mal conçue, mal engagée, et mal réalisée».

En économie comme en éducation, l'argent ne règle pas tous les problèmes: il faut travailler! Si les étudiants québécois francophones réussissent moins bien que ceux de l'Ontario malgré un investissement de 40 milliards, depuis vingt ans, en éducation, c'est peut-être qu'ils sont paresseux ou que la réforme les a rendus paresseux ou que les enseignants ne sont pas à la hauteur ou que le système est inadapté.

## ADDENDA

Les dernières statistiques montrent une évolution de la situation qui va dans le sens d'une détérioration encore plus grande du système. Dans la première page du numéro mai-juin 1982 de la revue *École et Vie*, Centrale de l'enseignement du Québec, Communications CEQ, Ste-Foy, Québec... les chiffres antérieurs de notre étude sont confirmés. Seulement 50% des étudiants terminent leur secondaire, 30% s'inscrivent au CÉGEP et seulement 6% poursuivent des études universitaires.

Surtout le dernier chiffre de 6% a de quoi faire réfléchir. Il représente une diminution par rapport à 1978-80 où le taux de fréquentation était alors de 8.5%. Seuls les anglophones du

Québec semblent, nous l'avons vu, remplir un tant soit peu les objectifs du Rapport Parent, qui étaient de 17 à 20%, car 16% de leur population scolaire fréquentent l'université. Quant au CÉGEP, la situation serait encore plus désastreuse que ce que les estimations de la CEQ nous font supposer. Selon Ulric Aylwin<sup>1</sup>, 25% seulement des étudiants atteignent le CÉGEP:

«Et peut-on passer sous le silence le fait que... nous perdons en cours de route 75% des enfants entre l'arrivée au primaire I et l'entrée dans Collège I?»

De plus le Ministère, conscient que l'augmentation phénoménale du nombre des inadaptés dans les écoles est un indice de la faillite du système, s'est résolu à pratiquer ce que la CEQ nomme «l'intégration sauvage», ce qui consiste à «camoufler le plus d'enfants en difficulté possible dans les classes régulières... sans service adéquat et à refuser d'identifier les enfants qui ont des difficultés d'apprentissage» (*École et Vie*, Mai-Juin 1982, p. 3). Le Ministère tente donc de fausser délibérément les statistiques en pratiquant ce que la CEQ appelle la «disparition tranquille» des inadaptés.

Rien d'étonnant à ce que la proportion de la population scolaire fréquentant le secteur privé soit passée de 5.6% en 1975 à 7.2% en 1979-80 et soit estimée à 11.8% en 1981. Source: «L'Éducation en mouvement», in: *Prospectives*, vol. 18, nos 1-2, février-avril 1982, p. 45.

1. Cet article est une réponse à un défi lancé sur les ondes de la station CKVL à Jean-C. Rochefort par monsieur Mathias Rioux. Il est aussi motivé par les déclarations faites par messieurs Roland Arpin (sous-ministre adjoint et responsable de la planification au ministère de l'Éducation) et Valérien Harvey (professeur titulaire à l'université Laval) et consignées dans le volume 10, no 5, pp. 7-9 de la revue *Éducation-Québec* à l'effet qu'il serait impossible d'établir un bilan chiffré ou encore de tenter une évaluation de l'efficacité du système, car, disent-ils, les données statistiques feraient défaut. Les auteurs du présent article ne partagent pas ce point de vue.
1. Rapport du surintendant de l'I.P., 1958-1959, p. 222.  
L'Éducation au Québec en 1971, p. 22  
L'Éducation au Québec en 1972, p. 18-26  
L'Éducation au Québec. Statistiques de l'éducation, 1979-1980, p. 23.
1. «À la recherche de la motivation perdue», in: *Prospectives*, vol. 18, nos 1-2, février-avril 1982, p. 60.

*«Il semble que plusieurs cadres anglophones au Québec acceptent avec grande difficulté le bilinguisme à moins que cela veuille dire que tout le monde leur parle anglais»*

*William Tetley, 24 août 1978*

## Les antécédents d'Alliance-Québec

---

par JEAN ROBILLARD

Alliance-Québec, fille des associations Pro-Canada (Québec-Canada, Unité-Canada, etc.), revendique: les droits des minorités anglophones du Québec seraient en danger. Vraiment?

Alliance-Québec a-t-elle déjà oublié le passé? Nous allons lui en rappeler quelques pages seulement. Peut-être alors comprendra-t-elle pourquoi le peuple québécois, en état de légitime défense, neutralise les actions les plus agressives et insultantes du conquérant.

**1971, 28 janvier:** *Le Devoir* nous apprend qu'Ottawa introduit un projet d'embauche de 250 diplômés canadiens-français pour la fonction publique. Le coût de ce projet: 2 millions de dollars. M. Matte, député fédéral, souligne avec force que c'est 2000 diplômés qu'il faudrait pour que l'élément français atteigne le pourcentage qui serait à l'image du rapport francophones-anglophones au Canada. Mais messieurs Stanfield, Douglas, Diefenbaker, Knowles, etc., dénoncent énergiquement ce projet. Ils y voient une forme de favoritisme à l'égard de la *minorité française au Canada*. Comment croire maintenant les belles paroles de Québec-Canada?

**1973, 3 juin:** La *Warnock-Hersey*, société anglo-canadienne reliée à *Power Corporation*, écrit en anglais à M. Robert Bourassa, par le francophone de service, J.-Claude Hébert: «Les Québécois doivent apprendre l'anglais». Voilà. C'est clair et net. Un peu plus loin: «Du point de vue moral, les recommandations du Rapport Gendron visant à faire du

français, la langue de travail des Québécois, sont peut-être valables, mais si on regarde la question d'un point de vue pratique, celui des affaires, elles perdent leur validité». Enfin, on ne devra jamais contraindre les anglophones à apprendre le français, on se contentera de les y inviter. Et si jamais une telle éventualité se produisait, bien sûr que ce serait aux frais du gouvernement et non à ceux des grandes corporations. Le ton mielleux des associations Pro-Canada essaie de nous faire oublier ces citations, mais: «Je me souviens».

**1977, 1 avril:** M. William Goodson, éditeur du *Montreal Star*, soutient, à l'occasion de la parution du Livre Blanc sur la langue, que de nombreux dirigeants d'entreprises de l'Ontario sont scandalisés et offusqués.

M. Goodson ajoute: «Ce Livre Blanc m'apparaît comme une vengeance que voudraient prendre les Canadiens-Français contre les Anglophones pour les torts réels qu'ils ont subis par le passé.» Ainsi, il y a eu torts réels. À quand les réparations?

**1977, 2 avril:** Les réactions s'amplifient: le Conseil de l'unité canadienne, successeur de Comité-Canada, se réunit et manifeste son désarroi, son angoisse. Cependant, David Lewis, ex-leader du N.P.D., rappelle que les minorités francophones hors du Québec n'ont jamais possédé les droits auxquels la minorité anglophone du Québec a été habituée.

M. Lewis signale un peu plus loin les deux causes qui selon lui font obstacle au développement d'une conscience canadienne plus vive:

1) le maintien des inégalités sociales; 2) la mauvaise grâce à accepter le caractère distinctif du Québec sur les plans culturel et linguistique.

Le Conseil de l'unité canadienne ne semble pas vouloir s'arrêter à réfléchir sur ces causes. Non, vite il faut protéger les intérêts anglophones. Comptons les membres au fichier en 1977: 15,000. Et combien d'argent en caisse? 850 000 \$. Sans commentaires!

**1977, 10 septembre:** Marianne Favreau écrit dans *La Presse* que le PSBGM cache un bon nombre d'élèves sans avoir prouvé leur admissibilité. Il s'agissait de respecter le désir de la communauté italoophone, particulièrement. Après tout, la loi est quand même votée; les autorités anglophones de ces écoles ne la respectent pas. On évoque alors la possibilité d'appliquer certaines mesures administratives, comme par exemple: absence de subvention.

Les réponses: 1) le PSBGM réplique «qu'il trouverait facilement un million de dollars pour combler le déficit, accréditant ainsi, assez légèrement, l'opinion que les *riches anglais* peuvent tout se permettre; 2) certaines institutions québécoises et même des sources proches du ministère de l'Éducation de l'Ontario laissent entendre qu'on accepterait même sans diplôme les finissants irréguliers du secteur anglophone.

**1978, janvier:** Un mot de la Commission Pépin-Robarts: 1) devant le plaidoyer pour un Canada unilingue de James Richardson, Mme Solange Chaput-Rolland se demande publiquement «si René Lévesque n'avait pas raison!» 2) M. Richardson trouve des échos enthousiastes à Winnipeg. Il se fait applaudir. Selon lui, le concept des deux races fondatrices, «c'est un mythe qui encourage la division en poussant à une plus grande utilisation de la langue d'une minorité. Or cette langue de la minorité doit rester familiale et individuelle.» Que peut-on ajouter à cela?

**1978, 21 mai:** Même si cet incident s'est déroulé à Toronto, il vaut la peine de le souligner. Lors de l'ouverture du match de baseball, à l'*Exhibition Stadium*, Ruth Ann Wallace chante quelques strophes de l'*Ô Canada* en français après, bien sûr, avoir interprété la plus grande partie de cet hymne en anglais. Aussitôt les huées fusent de toute part.

Le lendemain, le même manège se reproduit. La cantatrice avoue qu'elle s'attendait à être huée, mais pas tant que cela! Le journaliste de la *Presse canadienne* ajoute que des incidents semblables ont eu lieu dans cette ville à plusieurs reprises, à l'occasion de matches de hockey et de football. On y voit là la main chaleureusement tendue de l'autre peuple

fondateur. Du moins, n'est-ce pas ce que Pro-Canada et Cie s'efforcent de faire avaler aux Québécois par leurs promesses?

**1978, 24 août:** William Tetley, ex-ministre du gouvernement de M. Robert Bourassa, signe un article dans le *Vancouver Sun*. Il y admet que la francisation au Québec ne peut se faire que par la coercition.

Alors qu'il était ministre, le gouvernement Bourassa avait demandé à 12,000 compagnies de bien vouloir accepter librement de donner un nom français et anglais à leur corporation. Ces maisons d'affaires pouvaient cependant utiliser l'un ou l'autre nom. Or combien répondent à l'invitation? Moins de 25.

Peut-être que la missive s'est égarée? Ou y a-t-il eu manque de temps? Enfin, il doit y avoir une bonne excuse! M. Tetley écrit alors personnellement aux présidents des 500 plus grosses entreprises en suppliant presque de bien vouloir coopérer. Parmi les destinataires, on compte les compagnies de pulpe qui profitent des ressources naturelles du Québec. Combien ont accepté? Neuf. Tetley ajoute dans son article: «Il devient évident que les dirigeants qui nous avaient dit ne pas vouloir se faire imposer le français de force ne voulaient pas plus coopérer volontairement». Quoi ajouter à cela, messieurs les organisateurs de la défense de l'unité canadienne?

**1979, 15 septembre:** *La Presse* titre: «Deux jeunes Québécois affrontent la Ligue nationale de Hockey pour le respect du français». Et c'est Réjean Tremblay qui écrit que «parce qu'ils refusent de signer, à Québec, dans une ville et une province francophones, un contrat rédigé uniquement en anglais dont ils ne comprennent pas les termes et les nuances, deux jeunes Québécois de 20 ans, Michel Goulet et Pierre Lacroix, des *Nordiques* de Québec, risquent de ne pas pouvoir participer au camp d'entraînement des *Nordiques*, mardi matin».

Un peu plus loin, il affirme «qu'une telle situation puisse exister en 1979 a de quoi soulever l'indignation; un jeune athlète, unilingue, évoluant dans une ville française, dont l'agent est un francophone transigeant avec un président francophone peut obtenir une traduction légale du contrat

type de la ligue nationale de hockey dont le siège social, il ne faut pas l'oublier, est situé en plein cœur de Montréal dans l'édifice *Sun Life*.

**1979, 13 octobre:** La *B.C. Teachers' Federation* décide que dans le cadre d'une motion de soutien à la lutte de la *Provincial Association of Catholic Teachers* contre la loi 101, les 30 000 enseignants de la Colombie britannique contribueront pour un montant de un dollar chacun au financement des classes illégales ouvertes par les Commissions scolaires catholiques anglophones du Québec.

Pourtant les enseignants de la Colombie britannique ont gardé le silence, par le passé, sur le sort des Acadiens, des Franco-Manitobains et même des Francos de la Colombie britannique!

La PACT a reçu jusqu'à présent: 8 000\$ de la Fédération des enseignants de l'Alberta; 2 000\$ de la Fédération des enseignants de Terre-Neuve; 226\$ de la Fédération des enseignants du Yukon et 2 000\$ de la Fédération des enseignants de l'Ontario.

**1981, 19 août:** *Le Devoir* nous rapporte les conclusions de la Commission Kent dans son rapport des services en français offerts par la *Presse canadienne*: «Le service français se porte mal». Voilà qui ne peut pas être plus clair. Claude Turcotte ajoute: «La *Presse canadienne* (Canadian Press) considère son service français comme un service auxiliaire et régional, semblable à ceux des Maritimes, de l'Ontario et de l'Ouest. Ce statut d'auxiliaire est d'ailleurs évident dans la composition du conseil d'administration: 2 sièges sur 19 sont réservés à des éditeurs francophones, dont un seulement doit être du Québec».

Plus loin, il ajoute que selon une déclaration d'un reporter du service français, même au Canada français, le service anglais fournit plus de nouvelles que le service français, qui s'en tient surtout à la traduction de textes rédigés en anglais à l'intention des journaux du Québec.

**1981, 2 septembre:** M. Jean-Pierre Proulx, du *Devoir*, nous parle d'une résistance inacceptable. Les deux premiers para-

graphes de l'article nous situent rapidement: «Depuis l'adoption de la Charte de la langue française en août 1977, la *Provincial Association of Catholic Teachers* s'est particulièrement signalée dans le combat qu'elle mène contre cette loi. Chaque année, les enseignants anglo-catholiques membres de ce syndicat acceptent de recevoir illégalement dans leurs classes les enfants qui doivent plutôt recevoir l'enseignement en français».

Le plus grave, c'est qu'il ne s'agit pas d'une acceptation passive. Au contraire. On a mis sur pied un véritable système parallèle «qui a permis jusqu'à quelque 1 600 enfants de fréquenter illégalement les écoles anglo-catholiques». Enfin, M. Proulx ajoute: «L'irresponsabilité sociale dont ce syndicat a fait preuve en encourageant activement les parents à désobéir à la loi est proprement inqualifiable».

**1982, 26 mai:** À la nouvelle que l'Institut C.D. Howe quittait Montréal pour Toronto parce qu'on ne pouvait «dénicher à Montréal des économistes expérimentés», le directeur-adjoint du département des sciences économiques de l'Université de Montréal, M. Guildo Bélanger, déclare qu'il y a autant d'économistes compétents à Montréal que partout ailleurs au pays. «Notre département est l'un des plus importants de ce secteur universitaire au Canada et les candidats ne manquent pas». Il conclut: «L'Institut C.D. Howe ne s'est jamais vraiment intégré au sein de la communauté francophone».

Ainsi, on a vite oublié ou on est de mauvaise foi. En effet, années après années, les anglophones ont reconnu les torts causés aux Québécois et pourtant, années après années, les insultes et les injustices criantes se sont perpétuées. Les moyens choisis par les anglophones pour le respect de la culture québécoise, on les attend encore.

Nous avons été inondés par les beaux discours, par les promesses, par les slogans comme «on vous aime» tirés dans le ciel bleu québécois par des avions ontariens. Mais pour ce qui est des actes, c'est la sécheresse.

À contre-courant

## Québec à Washington et Ottawa aux Malouines

---

par ROGER DUHAMEL

Dès son arrivée à la tête du Ministère des Affaires intergouvernementales, M. Jacques-Yvan Morin s'est empressé d'annoncer sa couleur. Bien qu'il soit imprégné de culture française, il tient compte de la situation géopolitique du Québec et il ne peut oublier que notre vocation collective est nécessairement nord-américaine. Malgré le perfectionnement des moyens de transport, l'Atlantique d'aujourd'hui ne s'abolit pas aussi facilement que les Pyrénées au temps de Louis XIV! Un homme d'État soucieux des réalités ne peut impunément négliger ce facteur fondamental.

Cet été, M. Morin est donc retourné aux États-Unis, cette fois-ci pour accompagner le premier ministre René Lévesque, qui fut l'hôte d'une vingtaine de sénateurs américains à Washington, où il n'avait pas eu l'occasion de se rendre depuis 1979. Cette visite importante n'a revêtu aucun caractère officiel. Il s'agissait simplement, pour des voisins appelés à une collaboration s'étendant à de multiples domaines, de se mieux connaître et de se comprendre davantage, à la suite d'un honnête et cordial échange de points de vue.

Le moment de ces entretiens était sûrement opportun. Depuis trois ans, des événements marquants se sont produits dans la politique québécoise. Le gouvernement a d'abord perdu le référendum, une épreuve de nature à amoindrir son prestige auprès de nos amis du sud; et quelques mois plus tard, il a remporté une éclatante victoire électorale qui a dû contribuer à convaincre les sénateurs américains, ainsi que leurs concitoyens, que le cabinet Lévesque, malgré la rebuffade précédente, continue d'exprimer la voix majoritaire de la population. L'interlocuteur valable demeure le même.

## L'annonce faite aux Américains

Le premier ministre n'a pas franchi la frontière pour rechercher là-bas des alliés de son combat constitutionnel. Quand sonnera l'heure des grandes décisions, elles seront prises exclusivement au Québec et par les Québécois. Néanmoins, il est souhaitable de dissiper des préjugés qui ont souvent cours à notre détriment, colportés par ceux qui ont intérêt à retarder notre épanouissement national. Or la réaction outre-quarante-cinquième n'a pas été du tout défavorable, encore moins hostile.

«Je suis allé leur dire, confiait M. Lévesque aux journalistes, ce qu'est notre objectif final. Et je dois vous dire aussi simplement que je l'ai senti que ça n'a pas eu l'air de les déranger d'aucune façon qu'on puisse envisager l'indépendance, la souveraineté du Québec. Ça ne leur paraît pas anormal. Même ceux qui vivent loin du Québec et qui pourraient voir ça comme une chose étrange, ça n'a pas eu l'air de les renverser d'aucune façon.»

Que Washington redoute l'établissement à ses portes d'un régime castriste voué à la déstabilisation politique et à la ruine de la civilisation occidentale, nous le comprenons volontiers. Aussi bien M. Lévesque a-t-il répété à dessein qu'un Québec qui aura accédé à sa taille véritable ne repoussera aucune de ses responsabilités dans les instances internationales, qu'il s'agisse notamment de l'OTAN et de NORAD. N'avons-nous pas en commun les mêmes valeurs à défendre?

Le leader québécois s'est surtout appliqué à traiter de questions économiques. On ne s'étonnera pas qu'il ait déploré les efforts myopes du gouvernement d'Ottawa pour filtrer les investissements étrangers par le truchement de ce goulot d'engorgement que devient en pratique la FIRA (*Foreign Investment Review Agency*). En soi, cet organisme de tamisage pourrait rendre des services, à condition qu'il ne soit pas affligé d'une étroitesse chauvine et que ses décisions n'aboutissent pas trop souvent et à douteux escient à éloigner définitivement de notre territoire des capitaux susceptibles d'aider à notre essor économique. Parce qu'il rejette d'instinct toute conception retardataire d'autarcie, le gouvernement

québécois souhaite maintenir une attitude accueillante et fructueuse. Notre francophilie spontanée ne nous interdit pas de noter, à regret, qu'il arrive souvent que des capitaux français à destination de l'Amérique s'égarer dans d'autres provinces que le Québec...

## Un nationalisme onéreux

Dans une veine analogue, il était normal que M. Lévesque condamnât devant ses auditeurs la fameuse politique nationale de l'énergie préconisée et pratiquée aveuglément par le gouvernement d'Ottawa. Cette canadianisation outrancière menée en une période de récession économique prolongée dénote une pénible absence d'envergure administrative. On s'explique mieux ainsi que notre déficit budgétaire puisse passer en moins d'un semestre de dix à vingt milliards de dollars! On a aussi réussi à transformer en une vache sacrée, donc intouchable, l'aventure équivoque de Pétro-Canada, cependant que les gestionnaires de Pétrofina se demandent encore pourquoi les Canadiens se montraient désireux de payer aussi cher — 30 pour cent de plus que sa valeur réelle — l'acquisition de cette entreprise pétrolière.

La visite-éclair de notre premier ministre a atteint son double but, qui était d'améliorer les relations américano-québécoises et surtout d'expliquer aux Américains les aspirations et l'ouverture du Québec au monde contemporain. Le sénateur Charles Grassley, de l'Iowa, s'est félicité de la liberté de pensée de M. Lévesque et de son attitude amicale à l'égard des États-Unis. Pour obtenir une preuve *a contrario* du succès de la démarche québécoise, il n'est que de se reporter aux déclarations du ministre fédéral Pierre de Bané. Quelques jours plus tard, ce monsieur qui pratique surtout l'interprétation simultanée auprès de son collègue Herb Gray a accusé M. Lévesque de s'être fourvoyé, de s'être comporté comme le président d'une république de bananes, de s'être mis à genoux devant les Américains. Ce sont là propos de larbin bien stylé propres à combler les exigences de son maître, mais tout à fait indignes d'un homme qui savait penser par lui-même et qui sait encore s'exprimer avec élégance et correction.

## Une guerre absurde

Le printemps dernier, le conflit des Malouines a défrayé la chronique pendant quelques semaines. Cette guerre inutile et sotte a heureusement pris fin sur le terrain, mais ses conséquences déplorables seront plus durables. Elle a créé entre les États-Unis et le monde hispano-américain un fossé qui mettra beaucoup de temps à se combler.

Il ne s'agit pas de reprendre les étapes de cette confrontation qui n'était nullement inévitable, sauf pour relever la position prise par le Canada dans la conjoncture et pour rappeler quelques faits historiques que la propagande a embrouillés à dessein. D'autre part, il était prévisible qu'Ottawa emboîterait le pas à la Grande-Bretagne et qu'elle le ferait d'instinct, sans la moindre réflexion préalable. C'est ce qui s'appelle un réflexe conditionné.

Dès les premiers jours d'avril, l'ambassadeur du Canada aux Nations-Unies s'élève au Conseil de sécurité contre l'invasion des Malouines par l'Argentine, estimant que cette action était « précipitée. » Il eût mieux valu, à l'entendre, rechercher une solution pacifique par les voies diplomatiques. L'Assemblée générale de l'ONU n'a-t-elle pas à maintes reprises recommandé des négociations directes entre le Royaume-Uni et l'Argentine en vue d'en arriver à un règlement pacifique (et équitable?) du conflit?

Après les paroles, les gestes concrets. Pendant qu'une partie de la flotte britannique cingle vers l'archipel lointain, notre Chambre des Communes, n'écoutant que son courage et se portant hardiment aux barricades, adopte à l'unanimité un vote de condamnation contre le gouvernement de Buenos Aires. M. MacGuigan, ministre des Affaires qui lui sont étrangères, ne va pas jusqu'à recommander la rupture des relations diplomatiques, mais il annonce la mise en vigueur immédiate d'un embargo frappant toute expédition de marchandises à destination de l'agresseur et le gel des crédits à l'exportation dont il bénéficiait auparavant.

On se perd en conjectures sur la portée exacte de ces sanctions économiques. Une dépêche laisse entendre qu'elles

atteindront une valeur d'environ \$5 000 000 et qu'elles toucheront surtout des pièces de rechange pour les hélicoptères et des véhicules blindés légers. D'autre part, l'ancien ministre de la Défense, M. McKinnon, soutient que les ventes d'armes canadiennes à l'Argentine ne dépassent pas une somme annuelle de \$15 647! Il doit s'être glissée une erreur de calcul quelque part... Rappelons que les exportations du Canada vers l'Argentine se chiffraient l'an dernier à \$150 000 000, tandis que les importations en provenance de ce pays s'établissaient à \$79 000 000.

Au cours du mois de mai, certains députés et certains journaux protestent contre ce qu'ils jugent être de la tiédeur de la part du pouvoir comme de l'opinion. Ils souhaiteraient que le Canada se montrât davantage militant et qu'il apportât à la Grande-Bretagne une aide dont elle n'a nul besoin et que, selon toute apparence, elle n'a pas sollicitée. Malgré son préjugé favorable pour le monde anglo-saxon, Ottawa ne consent pas à sacrifier en vain ses intérêts économiques.

### **Des sanctions prudentes**

C'est pourquoi le ministre canadien, s'il ne court pas un grand risque en affirmant que le Canada accepterait d'agir comme partenaire et négociateur dans des discussions qui ne doivent pas avoir lieu, affirme de la même haleine qu'il n'interrompra pas les livraisons de combustible nucléaire à l'Argentine, conformément à un contrat par lequel le Canada s'est engagé à alimenter le réacteur CANDU vendu à Buenos Aires. Il n'existerait donc aucune relation entre notre position politique noble et désintéressée et la poursuite de nos avantages commerciaux.

Il est vrai que les acheteurs éventuels de notre CANDU ne se bousculent pas au portillon et que nous devons baisser pavillon devant les produits plus perfectionnés et sans doute plus coûteux de nos concurrents. Il n'y a que les puissances moyennes et peu fortunées, telles l'Inde, le Pakistan, l'Argentine, qui doivent se contenter de notre marchandise d'une qualité moindre. Le Canada se doit dans les circonstances de se ménager l'attachement de sa clientèle en l'assurant d'un bon service après-vente.

Aujourd'hui, tout est rentré dans l'ordre, si l'on peut dire: personne ne meurt plus aux Malouines. Mme Thatcher rayonne, le général Galtieri a été versé aux oubliettes et le président Reagan a d'autres chats à fouetter. La Grande-Bretagne a de toute évidence gagné une bataille, mais il demeure douteux qu'elle ait à long terme gagné la guerre.

Car à vrai dire rien n'est réglé et un Exocet ne fait pas le printemps... Il faut bien davantage pour mettre un terme définitif à une controverse qui dure depuis un siècle et demi. Ces quelque 200 îlots de l'Atlantique-Sud s'étirent à l'abandon à un peu moins de 1 000 kilomètres au large du littoral oriental de l'Argentine. C'est l'Anglais John Davis qui découvre en 1592 cet archipel où ne vivent que des pingouins, des rennes et des phoques et qu'il baptise du nom de Falkland, pour honorer le trésorier de la marine britannique de l'époque.

### **À qui sont ces Malouines?**

Davis découvre, mais il ne s'établit pas. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, Bougainville, l'ancien compagnon de Montcalm, part avec un équipage de Saint-Malo (d'où le nom des Malouines) et entreprend une oeuvre de colonisation. Elle sera vraiment de brève durée, puisque les Anglais chassent les Français de l'archipel dès 1765. Par la suite, ces terres désertiques tombent dans l'immense et fragile empire colonial de l'Espagne en Amérique. Quand l'Argentine secoue le joug de la métropole et accède à l'indépendance, elle fait naturellement valoir ses droits sur les Malouines, qui sont pour elle les Malvinas, en arguant du fait qu'elle hérite des possessions acquises par son ancienne mère-patrie dans la région.

Les Anglais ne l'entendent pas de cette oreille et ils implantent pour de bon en 1833 sur ces terres ingrates et battues des vents une mince population de colons britanniques qui semblent aussi fanatiquement attachés à Londres que le demeurent leurs compatriotes de l'Ulster. Ils sont moins de deux mille, descendants de militaires et de marins qui élèvent quelque 600 000 moutons.

La question se pose: pourquoi le gouvernement anglais témoigne-t-il d'un entêtement aussi irréductible à conserver

des territoires géographiquement aussi éloignés de l'Europe et dont il ne retire aucun avantage financier tangible? On a laissé entendre que l'existence possible de vastes réserves pétrolières autour de cet ensemble insulaire expliquerait certaines convoitises, le désir légitime de refaire le coup de la mer du Nord. Si ce facteur est réel, il n'est que secondaire et hypothétique. L'obstination des Anglais tient davantage, croyons-nous, au réflexe jaloux et orgueilleux d'une nation qui a longtemps dominé le monde et qui se console mal de compter de moins en moins dans l'orientation des destins universels.

Nous avons lu quelque part que Londres ne verrait en principe aucun inconvénient au rattachement normal, au surplus inévitable à longue échéance, des Malouines à l'Argentine, mais que les autorités ne peuvent s'y résoudre par crainte de heurter la modeste population locale si irrévocablement fidèle aux moeurs et aux sentiments britanniques. Ce respect de la volonté populaire est hautement louable. C'est sans doute dans un même esprit exemplaire, c'est-à-dire pour se rendre aux voeux des Acadiens tellement désireux, comme l'on sait, de briser tous leurs liens avec la France, que les Anglais du XVIII<sup>e</sup> siècle leur ont offert, sans bourse délier, de quitter un peu brusquement leurs terres et de s'éparpiller par toute l'Amérique... Mais pourquoi diable *Pélagie-la-Charrette* tenait-elle à ce point à rentrer au vieux pays? Elle n'avait donc rien compris au grand dérangement!

### **Au tour de Gibraltar**

La tentative unilatérale de récupération des Malouines devait avoir un effet d'entraînement. Beaucoup d'Espagnols se sont en effet demandé pourquoi le gouvernement de Madrid ne recourait pas à une méthode aussi expéditive pour reconquérir Gibraltar, ce rocher d'une superficie inférieure à six kilomètres carrés et situé au sud de la péninsule ibérique. Cette pomme de discorde subsiste depuis longtemps entre les Anglais et les Espagnols.

Il s'agit en effet d'un contentieux qui remonte loin dans l'histoire. Cette colonne d'Hercule a été le siège d'une forteresse occupée par les Castillans dès le premier tiers du XIV<sup>e</sup> siècle et qui leur est reconnue définitivement (?) au siècle suivant. C'est au cours de la guerre de Succession

d'Espagne, soit en 1704, qu'un corps anglo-hollandais s'empare de Gibraltar par surprise — un peu comme le général Wolfe le fera plus tard par une nuit complice à l'Anse-au-Foulon... Le traité d'Utrecht de 1713 entérinera cette capture britannique dont l'intérêt s'expliquait à l'époque par des raisons stratégiques, beaucoup moins impératives aujourd'hui.

Les Espagnols n'ont jamais accepté cette amputation arbitraire de leur territoire national et les échecs qu'ils subirent en 1727 et de 1779 à 1782 n'ont aucunement refroidi leur zèle, bien qu'ils n'envisagent pas de recourir à des moyens militaires pour régler le différend à leur satisfaction. Jusqu'à présent, les revendications de Madrid et les pressions verbales des Nations-Unies n'ont pas ébranlé la résistance butée du Royaume-Uni qui considère comme des trophées les dernières défroques anachroniques de son empire colonial démantelé.

Coïncidence curieuse: le conflit des Malouines a éclaté une quinzaine de jours avant l'ouverture de négociations sur l'avenir de Gibraltar, qui devaient se dérouler en terrain neutre, à Sintra, au Portugal, entre les ministres Jose Pedro Perez Llorca et lord Carrington. Ce dernier, diplomate racé et modéré, a dû démissionner, coupable de n'avoir pas deviné en temps utile les intentions secrètes de l'Argentine. Dans ces circonstances, nous ignorons si les entretiens bilatéraux ont été amorcés comme prévu. Sans doute a-t-il été sage de les reporter à un moment plus propice, quand l'accès de fièvre chauvine aura baissé de quelques degrés en Grande-Bretagne et que Mme Thatcher n'assimilera plus à une manoeuvre de harcèlement sexuel toute tentative de recouvrement d'un territoire usurpé...

## Notules

En mai dernier, le premier ministre Trudeau se rend à South Bend, en Indiana, recevoir un doctorat honorifique de l'Université Notre-Dame. Si l'on se fie aux brefs extraits de son allocution parus dans la presse, il aurait demandé aux États-Unis de ne pas entraver les négociations avec l'URSS sur le désarmement. «L'Union soviétique, estime-t-il, représente pour nous une menace militaire, non pas culturelle, non pas politique et certainement pas économique.» On croit

rêver... Il serait donc déraisonnable de lier le contrôle des armes conventionnelles et nucléaires à des babioles comme le droit des juifs et des dissidents à l'émigration, le resserrement des liens culturels et sportifs, la signature d'accords économiques. Si l'Occident témoigne de raideur, la méfiance grandira entre les deux blocs et le monde se retrouvera emporté dans une course aux armements. Et ce serait là quelque chose de nouveau?

Le sommet de Versailles s'est soldé par un échec total, chacun des partenaires demeurant sur ses positions, comme tout esprit avisé devait s'y attendre. La presse européenne a été unanime à passer sous silence la participation du Canada à ce cocktail annuel, qui n'est pas sans évoquer à certains égards la fable du boeuf et de la grenouille. M. Trudeau a lui-même affiché un ennui distingué, qu'il a ensuite transporté à Bonn, et il a tenu des propos assez aigres faisant voir son mécontentement et sa déception. Nous comprenons sa réaction, mais pourquoi était-il il y a quelques années si malheureux d'avoir été exclu du sommet de Rambouillet? Pourquoi par la suite a-t-il forcé la porte de ce club sélect?

Un fait passé à peu près inaperçu souligne comme la propagande s'exerce avec succès sur nos parlementaires. L'ambassadeur canadien au Salvador a témoigné devant la sous-commission des affaires latino-américaines aux Communes et il a créé, nous apprend-on, de la stupéfaction. Quelles sont les déclarations du diplomate Douglas Sirrs qui ont si fort scandalisé nos députés? Sans émotivité et sans passion, il a affirmé que le gouvernement issu des dernières élections au Salvador est authentique et légitime; que malgré de regrettables violations aux droits de la personne, le Canada a intérêt à procurer une aide économique à ce malheureux pays de l'Amérique centrale; qu'il n'y a pas lieu de dénoncer sans délai le major d'Aubuisson, président de l'Assemblée constituante; que l'activité d'un gouvernement marxiste d'inspiration soviéto-cubaine au Nicaragua demeure une source d'inquiétudes dans toute la région. On comprend dès lors que Pauline Jewett, porte-parole du NPD, ait menacé de déchirer ses vêtements dans un moment d'indignation... Nos félicitations à l'ambassadeur Sirrs pour son courage et sa lucidité.

## **L'ASSURANCE-VIE DESJARDINS GRANDIT AVEC CEUX QU'ELLE PROTÈGE.**

Sa croissance reflète celle des caisses populaires et d'économie, celle des entreprises dont elle assure le personnel, celle des gens qui réalisent des projets et savent l'importance de la sécurité financière.

L'Assurance-vie Desjardins a diversifié ses services pour mieux répondre aux besoins de tous ses assurés. Elle protège l'épargnant ou l'emprunteur de la caisse, les membres de centaines de groupes et des milliers d'autres personnes qui ont recours aux services de ses assureurs-vie.

Elle met à la portée de toutes les bourses une protection financière qui répond aux besoins de chacun.

L'Assurance-vie Desjardins grandit avec tous ses assurés pour mieux les servir à un meilleur coût.



**Assurance-vie  
Desjardins**



## Le démantèlement systématique du réseau universitaire francophone

---

par LÉO PONCELET

Selon Wallot<sup>1</sup>, un gouvernement dit souverainiste serait en train de démanteler systématiquement le réseau universitaire francophone construit, à coups de milliards, pendant deux décennies. Le financement certes est important; mais ça prend plus que de l'argent pour bâtir un réseau universitaire de qualité. Il faut un contrôle du financement; des politiques nationales éclairées du développement scientifique à long terme et un personnel qualifié pour les mettre à exécution. Or, il me semble que les problèmes actuels de l'«avortement des universités québécoises» doivent se comprendre dans le cadre d'une stratégie de l'impérialisme américain pour réduire la formation scientifique de la jeunesse québécoise et canadienne depuis deux décennies en maintenant «un minimum de rationalité et un maximum d'obscurantisme de masse».<sup>2</sup> L'impérialisme coupe la tête des peuples pour empêcher le développement d'une tradition intellectualiste indigène et l'apparition de rapports démocratiques.

Si «les universités québécoises traînent derrière les universités anglophones en nombre de chercheurs, nombre de maîtrise et de doctorats par mille habitants, en recherche, en matière d'encadrement des étudiants gradués, surtout en sciences sociales»,<sup>3</sup> cet état de choses est dû principalement à l'impérialisme américain<sup>4</sup> qui renforce la «loi de la double mesure»<sup>5</sup> avec un financement incontrôlé dans la recherche en sciences sociales dans les deux réseaux universitaires, francophone et anglophone.

## **Mainmise de l'impérialisme américain sur le Conseil des arts du Canada et financement incontrôlé de la recherche**

Dès la fondation du Conseil des Arts du Canada, les professeurs américains, surtout ceux de l'Ouest, s'opposèrent fortement à l'idée d'octroyer les bourses de doctorat seulement pour des études dans les universités canadiennes. Une telle politique, comme le démontre l'exemple du Conseil national de la recherche, a permis de bâtir en très peu de temps d'excellents départements en sciences naturelles à travers le pays. En ne restreignant pas les bourses de doctorat en sciences humaines aux universités canadiennes, le Conseil des Arts du Canada a empêché ou retardé le développement de solides programmes de doctorat, en particulier sur des thèmes canadiens dans les départements de sociologie et d'anthropologie à travers le pays.

Entre 1958-1968, pour bâtir les départements de sociologie et d'anthropologie, les universités doivent faire appel à des professeurs étrangers. En même temps, les départements d'anthropologie et de sociologie des États-Unis sont en pleine phase d'expansion. Ils sont en concurrence les uns avec les autres pour recruter des étudiants. Ils offrent aux étudiants canadiens, pour la première année, un mode alléchant de financement des études graduées, reconduit par le Conseil des Arts du Canada pour les années subséquentes.<sup>6</sup> Au Canada, par ailleurs, pour recruter les étudiants après leur baccalauréat ès arts, on développe de grands programmes d'étude et de recherche en sciences sociales de trois à cinq ans, au niveau du baccalauréat, comme à la Faculté des sciences sociales, par exemple, à l'université Laval.

Inscrit au doctorat dans une université canadienne, l'étudiant a peu de chances d'obtenir une bourse de doctorat. Le Conseil des Arts, contrôlé par des Américains, favorise les candidats au doctorat dans les départements américains. L'inscription dans ceux-ci sert de critère d'excellence pour octroyer les bourses de doctorat.

Les universités canadiennes sont le refuge de beaucoup de cerveaux emprisonnés dans les cultures métropolitaines.

L'image de Davies,<sup>7</sup> de ghettos ethniques intellectuels en série qui s'ignorent, est une réalité de la vie intellectuelle au Canada. Le débat, entre les intellectuels à l'intérieur du Canada, basé sur les enseignements des traditions internationalistes, est au point mort, même à l'intérieur des «deux solitudes», spécialement dans les domaines de la sociologie et de l'anthropologie.

Face à l'apparente abondance des fonds de recherche pendant l'âge d'or de l'anthropologie canadienne, entre autres, Balikci<sup>8</sup> explique mal le caractère inachevé des recherches anthropologiques et l'absence du développement d'une tradition intellectualiste indigène. Ce n'est pas faute de temps que l'anthropologie canadienne n'a pu mûrir. Dans le fond, si pendant deux décennies cet état de choses a pu se réaliser avec la passivité des universitaires, c'est que le financement incontrôlé de la recherche en sciences sociales au Canada arrangeait bien les professeurs de nos universités, maillons du colonialisme scientifique.<sup>9</sup>

### **Les chiens de garde de l'impérialisme américain et la formation scientifique au Québec**

Ce système les instituait comme les chiens de garde<sup>10</sup> de l'impérialisme américain. Ils ont eu pour fonction de préserver l'archaïsme des rapports de classes au Québec et au Canada en divertissant la jeunesse et en l'occupant assez longtemps pour tuer en elle toute l'énergie créatrice et empêcher le développement d'une tradition intellectualiste indigène et l'apparition de rapports démocratiques.

En effet, au lieu de mettre tout en oeuvre pour former une jeunesse scientifique en octroyant des bourses doctorales aux étudiants, le Conseil des Arts du Canada octroyait plutôt aux professeurs «colonisés»<sup>11</sup> de nos universités, du moins entre 1965-1973, des fonds de recherche relativement importants pour divertir les étudiants. Administrateurs de vastes projets de recherches académiques fonctionnalisés, et basés sur un «empirisme abstrait»<sup>12</sup>, les professeurs recrutaient au sein des Facultés des Sciences Sociales du Québec la moisson de jeunes issue de la démocratisation de l'éducation pendant la révolution tranquille. Pour former des techniciens dociles,

utiles seulement, souvent, qu'à desservir leur agrandissement personnel, ils réduisaient autant que possible la formation scientifique de la jeunesse. En fait, ces professeurs, détenteurs du «vrai» savoir situé dans les «épices», aspiraient à accéder au coeur des «réseaux internationaux» avec la publication<sup>13</sup> de la synthèse des résultats des recherches empiriques effectuées par les étudiants.

L'impérialisme; par sa mainmise sur les universités québécoises et canadiennes, coupe la tête du peuple québécois et canadien, en instaurant le principe de la «révélation» au coeur de l'enseignement.<sup>14</sup> Le savoir, qui est descendu à nous dans les universités canadiennes et québécoises par le truchement de nos professeurs, serait un savoir qui leur aurait été révélé par des demi-dieux sacrés, habitant dans les cieux lointains des grandes métropoles intellectuelles du monde. Les professeurs colonisés de nos universités, pendant deux décennies, en rendant le savoir obscur, ont aliéné les étudiants québécois et canadiens d'un véritable savoir anthropologique et sociologique à bâtir sur nos réalités nationales.

## **L'exécution bête de la jeunesse avec une formation poussée**

Malgré les conditions adverses, on commence à s'apercevoir avec agacement qu'il y a une jeunesse «écoeurée», de plus en plus nombreuse qui, malgré vents contraires, a poussé sa formation jusqu'au doctorat sans encadrement, ni financement dans les universités québécoises et canadiennes. Conséquence: au Québec on les «exécute bêtement»<sup>15</sup> un à un par des procédés peu moraux.

Ailleurs on est un peu plus subtil. Si en 1975 le rapport Symons<sup>16</sup> avait identifié la crise partiellement au problème de trouver des Canadiens qualifiés, la crise aujourd'hui est le problème de trouver des postes académiques pour ces candidats. Quand bien même on leur en trouverait, à cause du système de permanence dans les universités, ils peuvent s'attendre, face aux restrictions budgétaires, à devoir demeurer chargé de cours ou au mieux professeurs adjoints pendant toute leur vie, car les professeurs américains et canadiens

formés aux États-Unis ont la mainmise sur les départements jusqu'à la fin de leur jour<sup>17</sup>.

## La démocratisation de l'université québécoise

L'université québécoise francophone, depuis la réforme scolaire, se développait en rapport avec un réseau universitaire anglo-canadien et nord-américain dominant. À cause de sa position subordonnée, le réseau francophone est parvenu à satisfaire simultanément à des exigences contradictoires, c'est-à-dire, à assumer la reproduction des classes dominantes tout en permettant à certains jeunes des classes populaires l'illusion d'une ascension sociale par l'acquisition d'un savoir spécialisé. En fait, les diplômés des universités francophones québécoises leur donnaient accès seulement à des positions dominées (ou d'intermédiaires), voire même de chômage au sein des classes supérieures québécoises et canadiennes<sup>18</sup>.

L'université québécoise se gardait bien de transformer les rapports de classes en profondeur. Au plus, elle cherchait à instituer seulement une nouvelle strate inférieure à l'intérieur de la hiérarchie universitaire. En fait, «le Québec en voie de sous-développement n'a pas besoin de tant de *boss*». C'est le jeu des relations sociales et familiales qui «déterminent lesquels parmi la foule des diplômés ont accès aux hautes sphères des secteurs publics et privé et lesquels «vont» à Perspectives Jeunesse»<sup>19</sup>.

1. Wallot, Jean-Pierre, 1981. «L'avortement de l'université québécoise», *Action nationale*, Vol. LXXI, no 3, p. 324.
2. Glucksmann Christine et Kaisergruber David, 1972. «École, savoir et idéologies», *La Critique Nouvelle*, no 53 (234) nouvelle série, p. 17.
3. Wallot, *ibid.*, p. 324.
4. Lamy, Paul, 1976. «The Globalization of American Sociology: Excellence or Imperialism?», *The American Sociologist*, vol. 11 (Ray): 104-114.
5. Brunet, Michel, 1968. «Quebec's French-Speaking Universities and the Law of Double Imbalance», *Queen's Quarterly*, vol. 75, p. 612-631.
6. Clark, S.D., 1973. «The American Take-Over of Canadian Sociology: Myth or reality», *Dalhousie Review*, vol. 53, no. 2 (summer), p. 205-218.
7. Davies, D.I., 1972. «Intellectual tradition and academic colonialism», *The Canadian Forum*, oct.-nov., p. 20-26.
8. Balikci, Asen, 1981. «L'anthropologie au Canada», *Anthropologie et Sociétés*, vol. 5, no 3, p. 170-172.
9. Galtung, Johan, 1967. «Scientific colonialism», *Transition*, no 30, p. 11-15.

10. Nizan, Paul, 1974. *Les chiens de garde*. Paris. Maspéro.
11. Butler, Michael et David Shugarman, 1970. «Canadian Nationalism, Americanization and Scholarly Values», *Revue d'études canadiennes*, vol. 5, no. 3 (août), pp. 12-28.
12. Mills, C. Wright, 1959. *The Sociological Imagination*. New York: Oxford University Press.
13. Balikci, *ibid.*
14. Dangeville, Roger, 1976. «Présentation» dans Karl Marx et Friedrich Engels, *Critique de l'éducation et de l'enseignement*. Paris: François Mappéro, p. 5-46.
15. Wallot, *ibid.*, p. 327.
16. Symons, T.H.B., 1975. *To know Ourselves: The Report of the Commission of Canadian Studies*. Ottawa. Association of Universities and Colleges in Canada.
17. Grayson, Paul et Dennis Magill, 1981. «One Step Forward, Two Steps Sideways: Sociology and Anthropology in Canada», *Society/Société*, vol. 5, no. 3, (Nov.), p. 11-13.
18. Dandurand, Pierre, Fournier Marcel et Léon Bernier, 1980. «Développement de l'enseignement supérieur, classes sociales et luttes nationales au Québec», *Sociologie et Sociétés*, Vol. XII, no 1 (Avril), p. 101-131.
19. Beaucage, Pierre, 1976. *L'expérience anthropologique*, Par Pierre Beaucage, Jacques Gomila, Lionel Vallée. Montréal: Presses de l'université de Montréal.

## Les multinationales des céréales

# La nourriture des hommes<sup>1</sup>

---

par JEAN GENEST

Ce titre, *la nourriture des hommes*, est beaucoup trop vaste, soit sous l'angle des produits, soit sous l'angle de la géographie, pour que notre étude en donne une description valable. Toutefois, il apporte le *cadre* où se situe notre sujet plus limité. Nous ne traiterons donc pas de la viande, des produits laitiers, du tabac, du café et du thé, du vin et d'autres produits spécialisés, mais seulement des *grains* tels que le blé, l'orge, l'avoine, le seigle, le maïs, le riz et de tous ces autres grains connus sous le nom de céréales. Tous les humains, dans leur subsistance quotidienne, dépendent des grains. Ces éléments d'universalité et de nécessité nous ont conduit à ce sujet.

La présence ou l'absence des céréales, dans un pays, disent l'abondance ou la pauvreté. La sous-alimentation est presque toujours un problème de pauvreté et d'une mauvaise répartition des céréales dans le monde. Une population qui n'a pas les céréales nécessaires, n'a pas généralement de viande, de lait ou de fruits. Les zones tempérées sont mieux adaptées à la culture des céréales, mais les zones équatoriales le sont moins. De là résultent des problèmes de répartition des nourritures terrestres.

Le problème crucial ne semble pas être un problème de *production*. En 1978-1979, le monde a produit en grains nutritifs de quoi nourrir les cinq milliards d'humains, soit un milliard quatre cents millions de tonnes métriques. Ce sont des chiffres fantastiques qui défient l'imagination. En effet, comment se représenter un milliard quatre cents millions de tonnes de grains? S'agit-il d'un mont Everest ou de deux ou de trois? Sur cet ensemble, seulement 175 000 000 de tonnes

métriques créeront *le commerce* du grain ou *le problème de la répartition* mondiale. Le reste étant mangé, transformé et consommé sur place. La surproduction, non utilisée, soit 225 millions de tonnes métriques, ira dans les silos. Cet excédent alimentaire, fortune de quelques pays, joue un rôle considérable sur les prix commerciaux des grains, comme nous le verrons.

Voilà quelques grandes lignes de ce monde secret. Les politiques agricoles des pays ne tendent pas toutes à l'autosuffisance: ce serait trop beau. De nombreux pays consacrent leurs forces à la monoculture, tels que le café, le sucre, les fruits. Ils croient obtenir de meilleurs prix qu'avec les grains et, avec les surplus financiers, se donner l'équipement nécessaire pour s'industrialiser plus vite. Presque toujours, c'est un mauvais calcul. À cause de la monoculture du sucre, Cuba dépend dramatiquement de l'URSS et les producteurs de café en Amérique latine dépendent du marché américain. Le malheur de ces pays, c'est d'obtenir une bonne récolte et des surplus, car alors les prix baissent et ces pays n'ont plus suffisamment de devises étrangères pour acheter les céréales nécessaires. Les peuples souffrent. C'est tout leur système ou leur façon de voir la prospérité de leur pays qui est remise en cause, à partir de misères inconcevables dans un monde qui, généralement, jouit de surplus en nourritures. Les politiques peuvent donc causer la faim dans différentes parties du monde et surtout auprès des classes plus pauvres, augmentant par là les souffrances de villages et de régions qui ne sont en rien coupables de leur sort. De là jaillissent des cris: «Justice! Justice!» Et l'on va à la guérilla pour avoir du pain. Voilà l'ampleur, limitée, de notre sujet.

Devant ces cas limites, qui peuvent osciller entre cinq et vingt pays par an, Paul VI a proposé une *Banque des vivres*. La réponse internationale est lente à venir à cause des intérêts de chaque pays et aussi à cause de la complexité du problème. Le Ministère de l'Agriculture des États-Unis chiffre, en 1974, à cinq cents millions de personnes ceux qui souffrent de malnutrition sur la terre. À son avis, 500 calories de plus par jour, à ces gens, et la faim disparaîtrait, virtuellement. Un fonctionnaire ajoute que cela représente 25 millions de tonnes

de céréales par an, soit 2% de la production annuelle. La F.A.O. (Food and Agricultural Organization), la O.E.C.D. (Organization for Economic Cooperation and Development), la Banque mondiale, le Fonds international pour le développement agricole et de nombreuses autres organisations font des calculs semblables. On consacre même plus de cent millions de dollars pour la recherche scientifique en vue d'obtenir de meilleures et de plus abondantes récoltes. Cet intérêt nouveau, cette compréhension globale du problème de la nourriture des hommes, paraît une caractéristique de notre temps. Comme pour l'analphabétisation, les maladies épidémiques, etc., on cherche des solutions globales à la production, à la distribution et à la consommation des céréales dans le monde entier. Il est passionnant de voir les gouvernements et les hommes aux prises avec ce problème d'ensemble.

Comment éviter les scandales dans cet univers des céréales, soit qu'il y en ait trop peu, soit qu'on en arrive à détruire les surplus? Quand le monde reçoit une production trop abondante de grain, les gouvernements sont enclins à pratiquer le «malthusianisme économique», soit en évitant de produire, soit en subventionnant les terres qu'on n'ensemencera pas, soit en détruisant le surplus invendable. «Si les prix diminuent de moitié pour un excédent de 10 pour cent, la production de 110 unités ne reçoit que 55 pour cent de ce qui payait celle de 100. Si donc les producteurs peuvent obtenir la destruction de l'excédent de 10 pour cent, ils s'assurent le revenu antérieur, tandis qu'en laissant jouer les lois du marché, ils perdent 45 pour cent». Ce schéma illustre le raisonnement capitaliste qui met de l'avant le profit à réaliser ou l'égoïsme d'un pays producteur excédentaire, alors qu'ailleurs des populations peuvent mourir de faim.

Si, autrefois, on avait le problème: comment obtenir assez? aujourd'hui on rencontre, surtout depuis la Deuxième Grande Guerre, ce problème: que faire avec le surplus? Nous devons affronter ce problème et inventer les solutions les plus positives (Encyclopaedia universalis, au mot Excédents alimentaires). L'action de la F.A.O. est irremplaçable depuis sa naissance en 1965. Elle concluait après de nombreuses enquêtes: «La première cause de la faim et de la malnutrition

est la pauvreté. Il est inutile de produire davantage de nourriture si hommes et nations sont incapables de fournir les marchés pour l'absorber». Ceci est tiré du Rapport de la Conférence de Hot Springs, en 1943, lequel affirmait aussi: «Il n'y a jamais eu assez de nourriture pour la santé de tout le monde», mais si cette affirmation était vraie jusque-là, elle ne l'est plus de nos jours où la pensée internationale n'est plus tellement tournée vers des problèmes de production que vers des problèmes de distribution. La Banque mondiale, un des points du monde le mieux informés, dit dans son Rapport de 1980: «La production mondiale actuelle de céréales pourrait à elle seule fournir à chaque individu plus de 3000 calories et 65 grammes de protéines, ce qui est grandement supérieur aux besoins, même calculés largement.»

Les raisons sont simples: la chimie des terres est en progrès continu; le contrôle des parasites végétaux ou animaux est plus efficace; la répartition des engrais et de l'eau est mieux calculée; l'équipement agricole, l'irrigation, les techniques sont d'un puissant secours. L'ancien paysan est devenu un agriculteur, éveillé au commerce et à l'industrie. Les méthodes de travail sont plus rationalisées. Les associations d'agriculteurs, en plus de diffuser les connaissances, sont devenues de véritables mouvements professionnels capables de renseigner sur les prix internationaux ou locaux et de prévoir les difficultés. De telle sorte que l'agriculture-genre-de-vie a fait place à l'agriculture-d'affaires. L'agriculture ne s'est pas seulement technicisée, commercialisée, elle s'est aussi politisée. Tout ceci explique l'extraordinaire transformation de ce monde et l'importance mondiale reconnue aux récoltes de céréales. La recherche, en ce qui regarde la génétique des graines, fait d'étonnantes trouvailles: les «hybrides», ces semences-miracles, permettent souvent de doubler une récolte sur une seule et même étendue de terrain.

## **La grande multinationale Cargill**

Actuellement, sept familles contrôlent les cinq grandes multinationales des céréales. Ainsi, trois millions de fermes aux États-Unis vendent 85 pour cent de leur production céréalière à ces cinq grands exportateurs. Les mêmes contrô-

lent les ventes de 90 pour cent du blé et du maïs dans le Marché Commun Européen, 90 pour cent de l'orge canadien, 80 pour cent du blé argentin et 90 pour cent du sorgho de l'Australie, sans oublier le riz, l'avoine, le seigle, etc. Par la transformation industrielle de ces produits, ils contrôlent aussi la nourriture pour les animaux de ferme et beaucoup de produits indispensables à la vie contemporaine comme l'huile de table, la farine, les résines, les semences, les tourteaux de soja, les volailles, la peinture, etc.

La plus grande de ces multinationales est la Société Cargill, de Minneapolis, dirigée par les familles Cargill et MacMillan. C'est la plus grande entreprise céréalière du monde. Ses 30 000 employés dans le monde, en 1978, réussirent pour près de douze milliards de dollars de ventes. Ses 140 filiales en 36 pays peuvent compter sur 14 navires océaniques, 3000 wagons et 400 péniches, pour un profit net de \$121 millions de dollars. Les autres bateaux nécessaires sont loués au *Baltic Exchange*, de Londres, qui est une sorte de bourse du fret maritime dans le monde.

Cargill est une société qui n'est pas cotée en bourse. Pourtant, dans la forêt qui entoure Minneapolis, où elle a ses quartiers généraux, elle gouverne un empire extraordinaire dont les opérations basées sur le commerce des céréales dans le monde entier se sont ramifiées vers les transports maritimes, les banques, les aciéries, les industries du verre, de la peinture et des minéraux. Elle dispose de services d'informations qui sont de véritables agences secrètes qui permettent aux directeurs d'acheter ou de vendre les matières premières avec plus de rapidité et de sécurité que ne le pourrait faire aucun gouvernement local.

Évidemment, la puissance de Cargill doit beaucoup au fait que les États-Unis ont gagné la Deuxième Grande Guerre et qu'ils constituent la plus grande puissance exportatrice de céréales. Comme le décrit superbement Dan Morgan: «Les États-Unis sont la seule superpuissance agricole du monde. Un dixième du maïs de la planète pousse dans l'Iowa. Le Kansas et le Dakota du Sud produisent plus de blé que toute l'Australie. Un perpétuel trafic de céréales relie les cultiva-

teurs américains aux Asiatiques, aux Européens, aux Africains et aux Américains du Sud. Aux États-Unis, un boisseau de blé sur deux, un boisseau de riz ou de soja sur trois, et un boisseau de maïs sur quatre part pour l'étranger. Les céréales américaines sont écoulées dans toutes les directions. La farine des chapatis indiens est faite avec le blé de l'Ohio, les biscuits coréens avec celui de l'État de Washington, la polenta italienne et le couscous algérien avec le blé dur du Dakota; le bétail européen est nourri du maïs de l'Iowa et les bols des Indonésiens sont remplis du riz de Californie» (p. 23).

Si Cargill est présente au Canada depuis 1928, elle n'y a pris de l'importance que depuis la construction de ses énormes silos à Baie-Comeau en 1959, plus gros encore que ceux de l'entreprise Dreyfus à Port-Cartier. Là, Cargill emmagasine les céréales canadiennes et, grâce à son port en eau profonde et libre de glaces à l'année longue, elle peut exporter jusqu'à 6 millions de tonnes de grains par année, pour un mouvement de 350 navires. De là les exportations rayonnent vers la Russie, le Japon, la Chine, la Pologne, la Hollande et Cuba, partout où les États-Unis ne décident pas de bloquer le chemin aux céréales canadiennes (Le Soleil, 10 mars 1982, p. A-9). Avec les profits, Cargill consolide son implantation dans l'alimentation du bétail, de la reproduction animale, des fertilisants, des semences hybrides, etc. À Baie-Comeau la présence de Cargill signifie des salaires annuels de \$5 millions et demi, ainsi que le passage de 12 000 marins chaque année<sup>2</sup>.

Bien des compagnies américaines s'intéressaient à l'exportation et à la transformation des céréales, mais seule Cargill devint une entreprise internationale. Elle fut fondée par Will Cargill, mais son fils faillit la réduire à la banqueroute entre 1909 et 1916. C'est alors que la famille MacMillan, dont le fils avait épousé une Cargill, prit le contrôle de la compagnie et lui donna un essor unique. Après la première Grande Guerre, le commerce du grain prenait de plus en plus d'importance. En 1929, arriva le krach financier et jamais Cargill ne parla de ces années. Mais à partir de 1935 jusqu'en 1975, le commerce international des céréales passa de 30 millions de tonnes métriques par an à 160 millions de tonnes. Cette croissance modifia de façon considérable la géopolitique

de la terre. La deuxième grande guerre intensifia les besoins des pays en ce qui regarde le ravitaillement des populations en blé et en grains de toutes sortes. Et l'après-guerre vit Cargill devenir une super-multinationale, contrôlant 140 sociétés dans 36 pays. Au siège social, une immense carte géographique indique chaque jour la météo de toute la planète!

Les intérêts de la compagnie sont une chose et les intérêts des familles Cargill et MacMillan en sont une autre. Plus la compagnie fait de profits, plus devint urgent le problème des impôts à payer aux différents gouvernements. Cargill créa donc un Tradax-Panama et un Tradax-Genève. Sans actionnaires, Cargill n'a pas à publier de rapports financiers: alors elle créa la Fondation Salevia, en Suisse, chargée de recueillir les profits des filiales étrangères. Les impôts suisses sont notoirement inférieurs aux impôts des États-Unis et, en 1975, les 33 membres des familles Cargill et MacMillan étaient les seuls bénéficiaires de la Fondation (p. 146). Pour une fois cynique, Dan Morgan présente ainsi ces manoeuvres: «L'argent gagné par la compagnie en vendant le grain des fermiers américains à l'étranger est mis à l'abri du fisc en Suisse, au profit de moins de quarante personnes». Mais que de travail et d'ingéniosité pour en arriver là!

Tradax-Genève constitue un château-fort. Là vient l'URSS en mal de blé. Des représentants en partent pour aller vers la Chine, l'Iran, le Japon et y vendre les céréales achetées aux États-Unis, en Australie, en Argentine ou au Canada. Il domine même le marché des grains de la Communauté économique européenne (CEE). Il ne faut pas trop s'en surprendre, car les intérêts nationaux sont tels que «pour opérer avec succès dans le Marché Commun, il faut être un marchand mondial. Si vous restez à l'échelle nationale, vous n'avez ni les moyens ni les informations nécessaires» (p. 159). La compagnie Bunge est aussi présente à Genève par la filiale Zurfin et Louis Dreyfus par sa filiale Socef. Il en va de même pour la Continentale de Michel Fribourg et la compagnie André. La conséquence est la suivante: la Suisse est le grand centre du commerce de grain (p. 159). La Suisse ne fabrique pas que des montres, elle est aussi un repère de multinationales, «un nid de vipères», disent les méchantes langues.

L'évasion fiscale est intéressante: «En 1974-1975, les ventes de Tradax-Export dépassèrent 2 milliards de dollars et Cargill ne paya que 3,3 millions de dollars au fisc américain. En 1973-1974, Tradax-Overseas vendit pour 896 millions de dollars, mais elle sursit au paiement de tous ses impôts. La grande compagnie panaméenne, Tradax-International, différa le paiement de ses impôts américains dans une proportion de 97,6 pour cent en 1973, 71,8 pour cent en 1974, et 86,1 pour cent en 1975» (p. 161). Une partie de ce qui est sauvé vis-à-vis du fisc sert, semble-t-il, à des pots-de-vin (p. 265) autant envers des représentants de l'URSS que des représentants de pays libres.

## La Continentale des Fribourg

Ce qui est dit, ici, de Cargill pourrait être repris pour chacune des quatre grandes autres multinationales.

Les frères Jules et René Fribourg créèrent la Continentale, à Paris, en 1921. La famille construisit sa fortune de 1914 à 1940, quand toute l'Europe, surtout après la première grande guerre, avait besoin de pain. Les Fribourg quittèrent Anvers en 1914 et allèrent s'installer à Londres pendant la guerre et, finalement, à Paris, après la guerre.

Les Fribourg devinèrent l'importance des États-Unis et, dès 1921, installèrent une agence à Chicago, laquelle rayonna vite sur toute l'Amérique du nord, de Vancouver à la Nouvelle-Orléans, de Montréal à Kansas City et de Winnipeg à Duluth. En 1933, Jules Fribourg était capable d'acheter un million de tonnes de blé. Il ouvrit un bureau à New York et rayonnait à Paris. Il fallut la deuxième Grande Guerre pour obliger les Fribourg à déménager aux États-Unis, où ils établirent leurs quartiers généraux. Ce fut l'essor du Plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe. Le gouvernement payait Cargill et Continental pour emmagasiner le grain dans les silos et les subventionnait pour l'exporter. Le Japon et Taiwan découvrirent le blé et ainsi des civilisations qui n'avaient connu que les nouilles ou le riz se mirent à aimer le pain de blé, ce qui accéléra le commerce mondial. Bien davantage le goût de la viande se répandit: or il faut environ

3.5 kilos de céréales pour faire gagner 500 grammes à un boeuf, 1,5 pour un poulet et deux kilos pour le même poids chez un porc. La demande ne cessa d'augmenter à travers le monde. On se mit à commercialiser aussi de nouvelles plantes. Le soja était pratiquement inconnu aux États-Unis en 1920, mais cette céréale, véritable concentré de protéines, devint une nécessité pour l'élevage des animaux comestibles.

Michel Fribourg s'imposa à partir d'une vente de céréales à l'URSS en 1964. Aristocrate, réservé, ratoureur, doté du sens des affaires, capable de décision rapide, doué d'une mémoire prodigieuse, Michel Fribourg finit par incarner la compagnie Continental. Avec Cargill, en 1971, il réussit à vendre 3 millions de tonnes de maïs, d'avoine, d'orge et de sorgho à l'URSS, sans compter du maïs mexicain, argentin et thaïlandais. Cela n'était qu'une répétition générale avant le grand pillage de 1972. La récolte russe de 1972, laissant prévoir une pénurie grave (qui aurait pu soulever les populations), obligea le gouvernement de l'URSS à des achats massifs au point de vider les silos américains. Il s'agissait de 20 millions de tonnes (p. 124). C'était une saignée à blanc pour les États-Unis, mais une fête pour les multinationales.

Si, en 1976, Continental devait encore au grain 85 pour cent de ses revenus, il commença à se diversifier: il contrôle plus de 100 compagnies, depuis le pain, les produits congelés, la viande pour animaux, le commerce de la volaille, les assurances, l'industrie (transformation du soja à Liverpool), les silos, les quais, la banque, l'élevage, etc. En 1975, il s'installe au 277 de Park Avenue, à New York. Mais c'est en 1974 qu'il transfère son quartier général de Paris à Genève. Cette opération lui permit de passer d'un taux d'impôts de 50 pour cent à 8 pour cent. De ces bureaux, il dirige ses entreprises comme si la terre formait un tout. Le vingtième siècle a vu croître cette race d'hommes internationaux qui rêvent d'une gérance spécialisée de la terre. Il en est de même pour certaines entreprises pharmaceutiques, pour les magnats des minéraux précieux comme l'or, le diamant, le platine, l'argent ou les minéraux stratégiques comme le cuivre, le fer, le titane, le manganèse, l'aluminium, etc.

Les problèmes de Continental ou de toute autre entreprise de céréales ne sont pas de tout repos. Par exemple, tous savent que les prix du blé varient suivant la densité et la qualité. Les uns ont plus de protéines que d'autres et tous ne donnent pas le même pain, par exemple le pain français est produit avec du blé tendre, tandis que d'autres pays préfèrent le pain préparé avec du blé dur. Il faut ensuite localiser les navires disponibles, les affréter, assurer la cargaison, prévoir les péniches ou les trains de fret ou les camions nécessaires à l'embarquement. Il faut prévoir la capacité de paiement des acheteurs, les changements de prix sur les marchés boursiers. Une grève de dockers, un mauvais temps, un retard dans l'horaire des navires peuvent modifier les prix. Les grands acheteurs doivent savoir que tel petit silo local est rempli à pleine capacité, que les cultivateurs n'ont plus où stocker le surplus de leur récolte et que c'est alors le temps d'acheter à rabais. Ainsi en Argentine, il y eut une excellente récolte de grains en 1976: le blé s'y vendit 104 dollars la tonne, alors que le prix au Texas atteignait 120 dollars. Toutes ces situations créent une véritable partie d'échecs.

Les gouvernements peuvent difficilement se passer des multinationales du grain, tellement l'abondance ou l'absence de nourriture peut créer des sentiments de prospérité ou de disette dans les populations. Ainsi le Zaïre, qui ne payait pas Continental, fut obligé de céder le monopole des grains à Continental, pour éviter des émeutes dans le pays. Ailleurs, en Rhodésie par exemple, les Nations unies ayant décrété en 1968 un embargo sur leurs exportations, ce pays réussit à contourner l'embargo et à le rendre complètement inefficace, grâce à la «complicité» des multinationales heureuses de faire passer la production rhodésienne par le Mozambique ou l'Afrique du Sud.

### **Les trois autres multinationales**

La Compagnie André, de Lausanne, est la moins connue des cinq multinationales, mais sa puissance se fait sentir partout. Ainsi la société belge De Ridder, filiale de André, monopolise pratiquement le commerce du blé argentin avec les familles Dreyfus et Bunge. Mais les aspects financiers ouverts

par le commerce du grain dans le monde intéressent la Société André plus que les autres. Ainsi elle contrôle une banque qui sert à tous les commerçants internationaux. Elle se spécialisa aussi dans les marchés de «troc» par sa filiale Finco: elle vendra des champignons des Indes à la France ou des crevettes du Bangladesh aux États-Unis et ne se fera pas payer en devises américaines, mais en biens de consommation qui finissent par être échangés en deux ou trois opérations pour de la monnaie solide qui, grâce aux changes internationaux, peuvent être une autre source de profits. Comme les André ont toujours joui des facilités fiscales de la Suisse, leur Maison a connu plus de stabilité que les autres multinationales et elle a développé un commerce diversifié à travers le monde qui est vraiment extraordinaire.

Aux quartiers généraux, on est au courant de la météo quotidienne dans l'Azerbaïdjan (région à blé de l'URSS). On sait que Mme Gandhi, à la veille des élections, a promis d'importer plus d'huile végétale (les Indes paieront un bon prix!). La récolte d'arachide du Mali a été excellente (avec quoi pourrait-on faire des échanges?). Les eaux du Mississipi sont à la baisse (faudra-t-il louer des trains plutôt que d'utiliser des péniches?). La Hollande connaît une surpopulation de volailles (acheter le poulet ou vendre du maïs et du soja à la Hollande?). Ainsi de suite. La Société André est une agence qui fonctionne sur l'information et le service rapide.

La Bunge Corporation est encore moins connue que les autres multinationales en céréales. Cette entreprise, fondée en Hollande, émigra en Argentine et, vers 1975, les deux familles dirigeantes, Born et Hirsch, avaient leurs quartiers généraux au Brésil et en Espagne. L'histoire de cette corporation prend son point de départ dans la colonisation par la Hollande: le bois précieux, les épices, le caoutchouc. Puis, en 1850, la Maison déménage d'Amsterdam (Hollande) vers Anvers (Belgique). Un des fils continuera à contrôler la branche belge qui périlitera lors des deux grandes guerres et l'autre, Ernest, s'installera à Buenos Aires (Argentine) en 1876. Bientôt leurs opérations s'étendirent au monde entier. Ernest Bunge s'associa avec son beau-frère Jorge Born et ceux-ci nommèrent Alfredo Hirsch, président de la compa-

gnie. Born et Hirsch finirent par contrôler la production céréalière de l'Argentine et ils s'étendirent vers l'Uruguay et le Brésil.

Bunge contrôle une centaine d'entreprises, à la fois pour obéir à la grande diversification de ses activités et aussi pour garder un anonymat impénétrable. Grafa contrôle les textiles, Alba la peinture, Aguilar les mines, C.E.A. les conserves, Sulfacid les produits chimiques, Molinos Rio de la Plata les farines, Sanbra le coton et les oléagineux, Induco, Iris Cifas, Cosufi, Saima, Comega, etc. (p. 135).

L'anonymat fut percé de façon tragique lors de l'enlèvement des frères Born, Jorge et Juan, le 19 septembre 1974, par les Monteneros, à Buenos Aires. Ils furent relâchés, vivants, contre une rançon de 60 millions de dollars. Le procès des Born par les Monteneros permit de préciser les relations politiques de la Bunge Corporation et son importance économique en Argentine. En Argentine seulement, la Bunge compte 20 000 ouvriers.

Le problème des impôts amena les Born et les Hirsch à «construire» un holding enregistré à Curaçao, dans les Antilles hollandaises, où l'impôt n'est que de 2,5 pour cent (p. 161). Le boom du soja, exporté à peu près exclusivement par les États-Unis et le Brésil, attira toutes les multinationales au Brésil, vite dominé par Sanbra, filiale de Bunge. Mais cette culture du soja, qui rapportait beaucoup, se fit aux dépens de la culture du maïs et des haricots noirs, essentiels à la diète populaire. Les prix de ces denrées augmenta de 275 pour cent, puis ils durent être rationnés en 1973. Ainsi en 1974, les agriculteurs brésiliens touchaient 130 dollars par tonne métrique pour leur soja, alors que le prix international était de 400 dollars. Les profits encaissés par les multinationales furent énormes et cela explique qu'en 1974, les frères Born purent payer 60 millions de dollars pour leur rançon!

Finalement, il y a la multinationale actuellement gérée par Pierre Louis-Dreyfus, qui représente la plus ancienne entreprise dans le commerce des grains. Avant 1914, les États-Unis n'étaient pas encore devenus de grands exportateurs. Ils étaient aisément devancés par la Russie et les Indes

pour le blé; par la Russie, la Roumanie et les Indes pour l'orge; et par l'Argentine pour le maïs (p. 38). C'est avec les grandes guerres que les États-Unis prirent leur essor, que le marxisme jetait la Russie dans la voie de l'austérité, et que la colonisation des Indes, par l'Angleterre, arrêta l'essor économique de ce pays. En 1920-1921, les profits des entreprises céréalières pouvaient atteindre 448 pour cent en 1920 et 641 pour cent en 1921, comme le révéla la Commission fédérale du Commerce, aux États-Unis. À cette époque, Bunge et Louis Dreyfus dominaient le commerce des céréales.

Cela s'explique, quand on sait que l'ancêtre Léopold Louis-Dreyfus, lancé dans le commerce du grain dès 1850, ouvrit les portes de la Mer Noire et d'Odessa, principal port des exportations de la Russie des Tsars. En 1870, il importait du blé en France et dans toute l'Allemagne. La révolution russe lui ferma la Russie. La guerre de 1914 lui ouvrit l'Argentine, les Balkans où leur influence était très forte, et finalement les États-Unis, où Louis-Dreyfus ouvrit une importante agence (dès 1907). Dès 1930, Louis-Dreyfus se mit à acquérir des silos un peu partout aux États-Unis et une flotte très importante. Pendant la guerre de 1939, Pierre Louis-Dreyfus devint résistant français: il rejoignit de Gaulle à Londres. Après la guerre, il revint à Paris et se mit à reconstruire sa force maritime. À partir de là, la compagnie Louis-Dreyfus commença à investir non seulement dans le transport maritime, mais aussi dans les banques et les agro-industries. Irrigation au Moyen-Orient, hôtellerie au Brésil, verre et bois en Amérique du Sud, l'immobilier aux États-Unis et au Canada (p. 139), etc. Depuis 1975, le président est Gérard Louis-Dreyfus, fils de Pierre marié à une Américaine. Gérard a reçu toute son éducation aux États-Unis. Celle-ci terminée, il prit la commande de l'agence newyorkaise et, trois ans plus tard, il devenait président de l'entreprise familiale.

Face aux problèmes d'impôts, la compagnie Louis-Dreyfus créa une filiale à Panama, la Sesostrad. Par ce biais nous voyons que les multinationales n'appartiennent à aucun pays. Elles régissent la transformation et la distribution, dans des proportions dépassant le 50 pour cent, des céréales dans le

monde. Les gouvernements n'osent s'attaquer à ce libéralisme économique, car aucun n'a les spécialistes, les installations, les techniques pour répondre aux demandes mondiales. Elles constituent un phénomène nouveau, probablement transitoire, durant cette période où la planète organisée en États distincts n'est pas encore suffisamment organisée (ou unie) comme «village unifié». Le monde est à la fois bénéficiaire et victime de ces *monstres sacrés* d'une puissance extraordinaire qui prennent tous les moyens possibles pour échapper aux lois des pays. Ils dominent les routes commerciales et leurs intérêts deviennent prioritaires.

### **Rencontre des coopératives et de la science**

Les agriculteurs français surent créer une coopérative gigantesque, l'Union française des céréales. Celle-ci possédait la ressource de base et l'appui de l'État français. Immédiatement Louis-Dreyfus, à Paris, sut composer avec elle en mettant à son service son information, des clients et une expérience imbattable. Mais le problème de l'indépendance des coopératives reste entier. Leur indépendance ne sera complète que lorsqu'elles auront formé leur propre coopérative internationale, mettant leur organisation internationale au service des agriculteurs et retournant les profits aux agriculteurs, sous forme de ristournes. Déjà des coopératives européennes et américaines ont des projets en ce sens, ce qui pourrait changer passablement le tableau général, mais les coopératives auront à affronter quelques milliards de dépenses pour les transports, pour les informations, pour les spécialistes et elles devront assumer les risques. Il leur serait plus simple d'acheter des compagnies céréalières déjà toutes organisées que de concurrencer les multinationales. Cette solution enlèverait les obstacles des bureaucraties et des pressions politiques, si les États devaient assumer eux-mêmes la coordination mondiale du trafic des grains.

Les multinationales rencontrèrent la révolution verte et la découverte des graines hybrides donnant des rendements céréaliers 20 à 30 pour cent plus élevés que le maïs ou le blé pollinisé dans les champs. Elles obtinrent un quasi-monopole de ces graines qui intéressa tous les pays du monde. Le Centre

international de recherches sur le maïs et le blé était situé à El Batán, au Mexique et était entièrement soutenu par la Fondation Rockefeller. Le docteur Borlaug dirigeait les recherches. Par la recherche des meilleurs graines et leur hybridation il obtint des blés et du maïs non seulement à rendement plus élevé, mais plus résistant à la maladie, aux vents et à la chaleur. Par exemple, le croisement de blés mexicains avec des blés nains japonais donna des épis courts et plus résistants aux vents. Plus résistants à la chaleur, d'autres blés hybrides permirent la culture du blé dans des régions qui devaient auparavant l'ignorer. On étudia les problèmes d'irrigation et les engrais. Ainsi la recherche méthodique mit sur le marché des graines hybrides qui se répandirent à travers le monde. Le succès commercial, dû en très grande partie aux multinationales, ressortit au fait que ces hybrides ne se reproduisent pas et que les cultivateurs doivent en racheter chaque année. Mais les Indes, le Pakistan, l'Iran, l'Algérie, l'Afrique du Nord, la Turquie, l'Égypte et plusieurs pays africains pouvaient maintenant cultiver du blé sur une plus grande échelle.

Voilà les cinq grandes multinationales dans le domaine des céréales. Elles veulent être et elles sont des intermédiaires indispensables dans le monde d'aujourd'hui. Mais les céréales sont un produit de la nature beaucoup trop important pour les populations et les gouvernements, pour que leurs prix soient soumis aux fluctuations de l'offre et de la demande dans le plus pur style du libéralisme économique. C'est ici que commence le procès de ces multinationales.

Quel est ce procès? De façon plus large: quelles mesures, en cette fin du 20<sup>e</sup> siècle, propose-t-on, pour mieux répartir les nourritures fondamentales de l'humanité? Voilà ce qui nous reste à voir dans le numéro d'octobre.

---

1. Les sources sur ce sujet n'existent pratiquement pas. La Commission sénatoriale d'enquête aux États-Unis put affirmer par le sénateur Frank Church: «Personne ne sait comment elles opèrent, quels sont leurs profits, leurs impôts ou leur influence sur notre politique extérieure». Lorsque la revue FORTUNE (3 mai 1982) nomme les 500 plus grandes corporations industrielles, elle ne cite ni Cargill, ni Continental, car ces entreprises,

riches à milliards et parmi les vingt plus importantes, n'ont aucun actionnaire autre que les membres de leurs familles. Nous devons à Dan Morgan, journaliste du *Washington Post*, à peu près tout ce que nous en savons. Son livre, *Les Géants du grain* (Québec-Amérique, 1980, 320 p.), est indispensable pour déchiffrer l'agir et l'emprise de ces multinationales dans le monde. Nous ne saurions trop recommander sa lecture. Il ne propose pas de solution concrète mais il suggère qu'il faudra «inventer» quelque chose! De même, quand *Fortune* (août 1982) nomme les 50 plus grandes entreprises *exportatrices* des États-Unis, elle ne nomme aucune multinationale de l'alimentation, bien qu'elles vivent d'exportations!

2. Le 18 mai 1982, le feu y a causé des dommages évalués à trois millions de dollars, coupant pour un temps la production de moitié.

## Suggestions aux députés du Parti québécois

# Achat-Québec

---

par PAUL GRENIER, administrateur

*Sujet: Combattre le chômage en donnant du mordant à la politique «Achat-Québec», même si notre action doit freiner appréciablement nos importations.*

### Un mot d'ordre qui ne doit pas demeurer sans lendemain

Depuis le dernier Sommet Économique de Québec, un conseil revient régulièrement dans les discours du premier ministre René Lévesque: «Achetez québécois pour créer des emplois».

Il semble que le premier ministre ait décelé durant ce sommet un correctif important pour palier la présente crise économique, dans la concrétisation plus accentuée de la politique Achat-Québec.

### Les réseaux de distribution du Québec

Mais, nous avons constaté toutefois, qu'à ce Sommet, les interlocuteurs économiques les plus aptes à comprendre et à promouvoir l'idée de M. René Lévesque étaient peu loquaces ou absents. Les administrateurs des principaux réseaux de distribution de biens de consommation au Québec, dont l'influence décisionnelle sur les achats de produits autochtones ou étrangers est prédominante, n'ont certes pas eu l'occasion de s'exprimer à ce sommet, ni directement, ni indirectement par personnes interposées, sur la politique Achat-Québec.

Or, la solution que veut utiliser le premier ministre pour amenuiser les effets de la récession économique va nécessiter la participation de tous les principaux responsables adminis-

tratifs des divers réseaux de distribution québécois grands et petits.

## Des alliés sûrs et compétents

Pour déclencher avec succès une vague de fond, au niveau de l'Achat-Québec, le gouvernement possède des alliés de premier ordre, parmi les membres des divers regroupements d'achats autochtones, comme Rona, Prestige, Uni-Prix, Sport Expert, Provigo, Métro-Richelieu, etc. Les entrepreneurs qui font partie de ces regroupements pratiquent déjà un certain nationalisme économique, qui les rend aptes à coopérer rapidement à toute campagne d'Achat-Québec.

## Des méthodes d'étalage pro-québécois

On peut proposer aux consommateurs de se comporter d'une façon plus québécoise dans leurs habitudes d'achats, mais ces mêmes consommateurs sont limités dans leur magasinage «patriotique» par l'éventail restreint de produits québécois que leurs offrent plusieurs réseaux de distribution.

Qui n'a pas entendu à la radio ou à la télévision le refrain si populaire du réseau de distribution «Canadian Tire», lequel étale une majorité de produits fabriqués en Ontario? «Une vraie bonne affaire pour chez nous», fredonne constamment le réseau en question. Mais le véritable chez nous n'est pas le nôtre, mais plutôt les bassins industriels de Sarnia et de Peterborough.

D'autres réseaux nous proposent, de la même façon, des tas de produits américains, européens ou asiatiques.

La manifestation d'achat pro-Québec de nos consommateurs est donc limitée par les méthodes d'étalage, où le produit québécois souvent mal identifié est noyé dans l'avalanche de produits étrangers. Des étalages attrayants pro-Québec, qui attireraient l'attention des consommateurs, *souvent trop pressés* pour être sélectifs sur le plan nationaliste dans leurs achats, aideraient la cause du Québec.

Si l'offre des réseaux était plus québécoise, l'habitude d'achat du consommateur québécois deviendrait à son tour

plus québécoise. L'histoire économique du Québec est là pour prouver que c'est uniquement une minorité de consommateurs «avertis» sur le plan patriotique, qui est susceptible d'épauler la politique d'Achat-Québec de monsieur René Lévesque. La majorité des consommateurs québécois continuera comme par le passé à pratiquer le «je m'enfoutisme», en se disant qu'après tout, les américains, c'est du bon monde. Alors pourquoi boycotter leurs produits? Ce n'est que par le biais des étalages «aguichants» de produits québécois, que l'on pourra récupérer cette majorité de consommateurs indifférents.

### **Remplacement des produits étrangers par des produits québécois**

En plus d'une amélioration significative, dans la présentation aux clients, l'étalage approprié des produits québécois implique de façon prioritaire les corrections suivantes:

a) le remplacement des produits étrangers par des produits québécois similaires, existant déjà sur le marché, avec qualité prix et services compétitifs;

b) le remplacement des produits étrangers par des produits graduellement «placés» en fabrication au Québec.

### **Habitudes des bureaux d'achats des réseaux**

Une foule d'articles, qui ne nécessitent pas une haute technologie de fabrication, sont achetés de l'étranger, suite à des habitudes d'achats au niveau grossiste, où l'on ne s'est jamais vraiment interrogé sur les répercussions sociales des politiques internes d'achats, face particulièrement à la création d'emplois manufacturiers, dans l'environnement québécois des réseaux de distribution. Dans ces derniers comme d'ailleurs dans maints bureaux d'achats d'hôpitaux et de Commissions scolaires, les habitudes d'achats sont souvent ancrées dans le velours des tapis et fauteuils.

Les multinationales étrangères pourvoyeuses de produits importés, particulièrement au niveau pharmaceutique, où les profits sont faramineux, entretiennent des équipes de représentants grassement payés et fort bien entraînés techniquement et socialement parlant.

Il est très difficile pour un acheteur de résister à la «griserie» des bons services de toute sortes: livres de références sophistiqués, disponibilité des représentants presque 24 heures par jour, repas copieux pour «accélérer» le succès des transactions, etc.

Demander aux acheteurs des réseaux de sabrer dans le confort acquis, pour aider à combattre le chômage, en participant à la création de nouvelles entreprises manufacturières au Québec, voilà qui s'appelle pour eux lâcher la proie pour l'ombre.

Mais les jeunes sans-travail qui sortent de nos universités savent dicerner entre le luxe et le nécessaire.

Pour préserver une paix sociale qui devient de plus en plus fragile, il faut que les nantis évitent l'action de l'autruche.

### **Méthode d'approche gouvernementale**

Il est évident qu'il faut considérer différemment l'approche gouvernementale de la politique d'Achat-Québec, face à chacun des deux secteurs de distribution que possède le Québec, soit: l'autochtone et l'étranger. Le premier sera plus apte à collaborer avec le gouvernement que le second, dont l'existence est essentiellement reliée à l'écoulement des produits de la maison-mère industrielle, située en pays étranger.

Mais, les réseaux à propriété étrangère méritent quand même d'être approchés sur le plan de la réflexion, puisqu'ils vivent au Québec de l'argent des consommateurs québécois dont ils écorchent constamment le pouvoir d'achat par une politique d'importation défavorable aux intérêts du Québec. Une surabondance de consommateurs vivant du bien-être social finira à son tour par écorcher durement ces mêmes réseaux de distribution étrangers.

### **Les organismes de protection des consommateurs**

Sur le plan de la prise de conscience du consommateur vis-à-vis de l'achat des produits québécois, il faut s'étonner de

l'absence des organismes de protection des consommateurs, dans un débat aussi vital pour notre peuple.

Souvent subventionnés par les gouvernements, les membres de ces organismes (qui en grande partie sont issus du milieu syndical ou universitaire) semblent totalement indifférents à l'aspect commercial et à l'identité industrielle des produits dont ils ne mettent en cause que la qualité et les prix. Cette attitude, en définitive, brime les intérêts des consommateurs que l'on prétend protéger, puisqu'on laisse s'aliéner le pouvoir d'achat de ces mêmes consommateurs, par la non-création d'emplois réalisables et profitables. Les consommateurs-chômeurs s'interrogent aujourd'hui sur cet abstentionnisme discutable à plus d'un point de vue.

## **Colloque d'information et de réflexion**

Les administrateurs des réseaux de distribution de biens de consommation doivent être réunis dans les plus brefs délais, de même que les organismes de protection des consommateurs, afin de leur permettre de réfléchir et de faire le point, les premiers sur leurs politiques d'achat, les deuxièmes sur leur abstention.

La manoeuvre d'une rencontre avec les réseaux de distribution de biens de consommation et les organismes de protection des consommateurs constitue un pré-requis à toute élaboration de stratégie d'Achat-Québec concernant le grand public consommateur québécois.

## **Groupe d'analyse**

Un groupe d'analyse composé de membres du M.I.C. et des administrateurs des réseaux de distribution pourrait juger de la valeur et de la rentabilité des projets de convertissement d'un produit étranger à un produit fabriqué au Québec.

## **Allocation «stimulante»**

Une allocation d'encouragement du M.I.C. pourrait accompagner chaque projet de convertissement d'un produit étranger en produit québécois, nouvellement fabriqué dans

une usine existante ou dans une usine nouvellement bâtie à cause d'un produit «converti».

La valeur de l'allocation serait basée sur le nombre de nouveaux emplois créés.

## **Subventions gouvernementales**

Les produits jugés aptes à être fabriqués au Québec pourraient être éligibles aux programmes de subventions gouvernementales.

## **Annexe 1: La colonisation hier et aujourd'hui**

1870- Construction du chemin de fer du Curé Labelle et ouverture de nouvelles paroisses dans les Laurentides, afin de fournir du travail à la jeunesse québécoise.

1930- Crise économique mondiale et poussée de colonisation en Abitibi par les missionnaires colonisateurs et le gouvernement québécois.

1982- Nouvelle récession économique mondiale. La colonisation est-elle une solution périmée pour les problèmes économiques d'aujourd'hui? L'état d'Israël, avec une formule moderne de colonisation, prouve le contraire.

### **Colonies de peuplement rurales**

L'opération 10,000 logements de la Ville de Montréal devrait avoir son émule, sur le plan rural, dans la *création de colonies de peuplement rurales*.

Calquées sur le modèle des colonies de peuplement d'Israël (qu'il faudrait étudier à fond), mais installées sur des terres autrement plus fertiles que le désert, les nouvelles colonies québécoises seraient vouées à un succès certain.

L'opération «*Colonies de peuplement rurales*» aurait comme triple but:

- a) de récupérer des centaines de terres fertiles abandonnées et les remettre en production;
- b) de permettre l'implantation à l'extérieur des grandes villes (en les intégrant aux colonies rurales) de P.M.E. industrielles nouvellement créées par la grande campagne gouvernementale d'Achat-Québec;
- c) de récupérer l'énergie et l'initiative de nos jeunes chômeurs, plus instruits que ceux de 1870 et 1930, et freiner leur exode à l'extérieur du Québec.

La manoeuvre précitée offrirait à nos jeunes chômeurs (dont plusieurs sont des citadins) un double choix, agricole et industriel, pour les inciter à s'intégrer aux nouvelles colonies de peuplement.

### **Financement:**

Le financement suggéré est un financement conjoint gouvernement-Caisses populaires ou Caisses d'établissement.

## **Annexe 2: Fonds d'urgence pour aider les P.M.E.**

Plus la récession économique s'aggrave, plus les banquiers deviennent nerveux.

Les P.M.E. n'ont aucune protection pour pallier les décisions hâtives des banquiers, comme par exemple le remboursement subit des marges de crédit.

Prêter un parapluie lorsqu'il fait soleil, et l'enlever lorsqu'il pleut, constituent un phénomène météorologique fréquent en milieu bancaire. Ce phénomène est souvent le prélude à de nombreuses fermetures ou faillites injustifiées de P.M.E.

Les employés sont couverts par l'assurance-chômage, les cultivateurs par l'assurance-récolte, mais aucun système de sécurité financière ne protège les P.M.E. commerciales ou industrielles.

Un fonds de secours auquel contribueraient les P.M.E. servirait de coussin, lors d'un retrait subit de marge de crédit et permettrait l'obtention de nouvelles sources de financement, bancaire, ou autres.

Le petit entrepreneur paie sa quote-part d'assurance-chômage et de rentes pour ses employés. Pourquoi ne pas ajouter sur la formule mensuelle de remises un espace pour le fonds d'urgence des P.M.E.?

Le gouvernement québécois améliorerait sensiblement sa cote de popularité en instaurant un tel régime de sécurité pour les P.M.E.

## Les manuels d'introduction politique au Québec

---

par JACQUES GAGNON

(en science politique au Collège de Sherbrooke)

1- Pendant longtemps, au Québec, nous n'avons connu que des manuels politiques d'inspiration thomiste. Par exemple, l'*Initiation à la science politique* de l'abbé Jules-Bernard Gingras (Fidès, 1945, 179 p.), les *Questions de vie politique* de l'abbé Léo Bouillé (Ministère de la Jeunesse, 1951, 126 p.), la *Vie civique* de l'abbé Jean-Baptiste Gauvin (Centre de Psychologie et de Pédagogie, 1962, 144 p.). Il serait trop facile de se moquer de la chose. Aussi tard qu'en 1959, un esprit aussi laïc que Bertrand Russell pouvait écrire à propos du thomisme: «Aucune autre philosophie ne jouit aujourd'hui d'un statut aussi éminent et d'un support aussi puissant, sauf le matérialisme dialectique qui est la doctrine officielle du Communisme» (*Wisdom of the West*). Mais enfin, les Québécois ne resteront pas éternellement thomistes et dès les années 60, on se tourne vers les manuels étrangers pour introduire les étudiants à la vie politique. Furent particulièrement populaires *La science politique* de Marcel Prélot (Que Sais-je?, no 909, 1961), le *Modern Political Analysis* de Robert Dahl (Prentice-Hall, 1963) et *L'introduction à la politique* de Maurice Duverger (Idées, no 44, 1964).

2- À la même époque, c'est-à-dire au milieu des années 60, l'Association des Jeunes Canadiens et le Collège de Lévis entreprennent un ambitieux *Programme d'éducation nationale* qui durera de 1964 à 1975. Chaque année, un dossier d'une dizaine de fascicules est produit par un spécialiste en sciences sociales. Sont particulièrement intéressants pour nous le dossier 1964-65 (Vie politique), le dossier 1968-69 (Organisation politique), et le dossier 1972-73 (l'ONU). C'est

Vincent Lemieux, de l'Université Laval, qui fut responsable de ces dossiers politiques. De 1969 à 1971, le Centre de psychologie et de pédagogie entre en concurrence avec l'AJC en produisant *Le monde en fiches*, sous la direction de Pierre Gonin et Pierre Ketels. Parmi les onze dossiers confectionnés dans le cadre de cette opération, on note deux dossiers politiques: Institutions politiques (47 fascicules) et Relations internationales (5 fascicules). Ces deux entreprises de longue haleine — celle de l'AJC et celle du CPP — n'ont pas été remises à jour, mais elles sont encore partiellement utilisables, grâce à la qualité du travail effectué.

3- La création des Collèges d'enseignement général et professionnel va relancer le besoin de manuels d'introduction politique. Mais il y a d'abord la confection de guides pédagogiques, par la coordination des programmes au Ministère de l'éducation. En 1977, les professeurs de collèges membres de la coordination de science politique rédigent un premier guide qui comprend une bibliographie d'une centaine de titres pour le seul cours d'introduction (385-940-71) et qui préconise l'usage de la liste des Rubriques de l'UNESCO pour l'enseignement de cette matière. Cette liste comprend les éléments suivants: la théorie politique; les institutions politiques; les partis, les groupes et l'opinion publique; les relations internationales. Cependant, la coordination recommande d'aborder cette matière dans un autre ordre, en commençant par les sujets les plus proches du vécu étudiant. Par la suite, la coordination va rédiger trois autres guides pédagogiques pour sept cours différents: les systèmes politiques et les processus politiques du Québec et du Canada; la vie politique internationale et les problèmes internationaux contemporains; les systèmes politiques comparés, les régimes socialistes et les régimes politiques du Tiers-monde. Enfin, c'est dans les mêmes années (1978-1980) qu'apparaissent trois nouveaux manuels québécois d'introduction politique.

4- *Les gouvernements au Canada*, par Pierre Jacques et Raymond Nadon, Montréal, Holt, Rinehart et Winston, 1978, 160 p. (\$6.50). Ce premier manuel a été rédigé par deux professeurs de la région d'Ottawa. Ce qui explique sans doute l'accent mis sur les institutions fédérales et ontariennes. Les cinq grandes parties du manuel traitent respectivement de la

Constitution (p. 3-5), du gouvernement fédéral (p. 7-89), du gouvernement provincial (p. 91-107), des gouvernements municipaux et régionaux (p. 109-132), des Commissions scolaires (p. 133-149). Les principales qualités de ce manuel résident dans sa présentation (texte sur deux colonnes, typographie bicolore, nombreuses illustrations, organigrammes), dans son contenu didactique (études de cas et glossaire) et dans son approche comparative (Canada c. Ontario, Ottawa c. Québec, Conseil scolaire d'Ottawa c. Commission scolaire régionale de l'Outaouais). Ses principales lacunes sont les trop nombreuses coquilles (fautes de frappe, anglicismes) et un certain parti-pris idéologique. On traite des institutions provinciales à travers le cas ontarien comme s'il était exemplaire. Pourtant, on sait très bien que Terre-Neuve et le Québec, pour ne prendre que ces exemples, représentent des réalités politiques différentes de celle de l'Ontario.

5- *Définir pour choisir*, par la Commission de l'unité canadienne, Ottawa, Gouvernement du Canada, 1979, 125 p. (\$3.50). Dans ce cas, il s'agit d'un document public mais avec une intention didactique. Au reste, le document est placé sous la responsabilité des commissaires Pépin, Robarts et autres, mais il fut rédigé avec l'aide de politicologues prestigieux, dont Léon Dion, John Meisel et John Trent. Il s'agit d'un vocabulaire politique divisé en trois parties principales: les termes socio-politiques généraux (p. 1-29), la structure et le fonctionnement du gouvernement au Canada (p. 31-77) et les options politiques et constitutionnelles (p. 79-94). Principal intérêt de l'ouvrage: son côté systématique et son impartialité. On ne se surprend pas, alors, qu'il n'ait pas fait le bonheur des hommes politiques qui l'avaient commandé... Autres avantages: des appendices historiques et un index détaillé. Mais le document comporte aussi les défauts de ses qualités, à savoir un côté austère et une allure de dictionnaire que ne rachète pas une page couverture plutôt «punk». De plus, la troisième partie (et une partie de la deuxième) risquent de vieillir prématurément devant l'accélération de l'évolution politique au Canada.

6- *Idéologies et régimes politiques comparés*, par Gérard Lorient, Montréal, Études vivantes, 1980, 275 p. (\$15.75). Ce dernier ouvrage a été rédigé par le responsable provincial de

la coordination de science politique et professeur au Collège de Valleyfield. Trois chapitres principaux: les démocraties libérales (p. 17-135), les régimes socialistes (p. 137-215) et les régimes autoritaires (p. 217-276). À l'intérieur de chaque chapitre, l'étude de quelques cas. D'abord, la Grande-Bretagne, le Canada, les États-Unis et la France, ensuite, l'URSS et la Chine, enfin, le nazisme, le péronisme et le duvaliérisme. Ce volume présente certains avantages pédagogiques du premier manuel (illustrations et organigrammes) et du deuxième (documents historiques et dimensions internationales). Il a de plus des qualités propres, en particulier des résumés, des exercices et des bibliographies, mais aussi des défauts bien à lui. Ainsi, on doit déplorer l'absence d'une conclusion générale qui aurait pu traiter de l'ONU et de ses organismes affiliés. Ce qui aurait complété avec profit un ouvrage par ailleurs bien documenté et bien présenté.

7- Quel bilan dresser à partir des trois derniers manuels? Comme on a pu le constater, aucun ouvrage n'est parfait. Mais aucun n'est inutile non plus. Il s'agit plutôt de savoir quand les utiliser. À titre indicatif, nous suggérons l'usage du manuel de Jacques et Nadon à la fin du secondaire professionnel. On pourra aussi le compléter avec la petite étude de Gil Rémillard dans l'édition 75-76 de l'*Annuaire du Québec*: «Les institutions législatives, judiciaires et gouvernementales du Québec» (9 p.). Au niveau collégial, nous recommandons le vocabulaire de la Commission Pépin-Robarts pour les groupes d'étudiants qui ne suivront qu'un seul cours de science politique. Pour les autres, nous proposons le volume de Gérard Lorient sur deux semestres. Bien sûr, ces manuels ne remplaceront jamais les introductions de Prélôt, de Dahl et de Duverger que nous avons déjà mentionnées. Ils ne remplaceront pas non plus les «sommés» politiques de Sabourin (*Le système politique du Canada*, 1968, 507 p.), de Bernard (*La politique au Canada et au Québec*, 1977, 535 p.) ou de Cloutier et Latouche (*Le système politique du Québec*, 1979, 555 p.). Ces derniers ouvrages sont plutôt des outils de référence auxquels on peut renvoyer l'étudiant qui veut en savoir plus. En effet, ainsi que le mentionne Bertrand Russell (encore lui): «C'est, de loin, beaucoup plus possible qu'on ne le croit souvent car, après tout, le désir d'acquérir des connaissances est naturel chez la plupart des jeunes» (Sceptical Essays, 1928).

## En souvenir de Mgr Charles-Eugène Parent

---

par ALBERT RIOUX

Il est décédé le 3 juin 1982, à l'âge de 80 ans. Est-ce pour respecter sa modestie? Aucun medium d'information, à notre connaissance, n'a mentionné son départ pour l'éternité. Suite à des messages s'apparentant au tam-tam africain, évêques, prêtres et fidèles remplirent la cathédrale de Rimouski pour lui dire un dernier adieu le 7 juin.

J'ai connu le jeune Charles-Eugène il y a plus de 60 ans, pendant son cours classique à Rimouski. Il était mon cadet de trois ans et je le précédais de deux classes. Il se distinguait par les prix et notes qu'il méritait, par sa conduite exemplaire, par sa grande bonté et la charité fraternelle qu'il témoignait à tous ses condisciples.

Ordonné prêtre en 1925, vicaire à Price, puis secrétaire de l'Archevêché, monseigneur Georges Courchesne l'envoya étudiant à Rome pour le préparer à enseigner la théologie au Grand Séminaire de 1931 à 1941. Curé de la cathédrale de 1941 à 1944, évêque auxiliaire en 1944, il fut promu archevêque en 1951.

Monseigneur Courchesne faisait volontiers des confidences à des laïques, ce qui scandalisait quelques chanoines. Il avait déclaré, à l'occasion d'une rencontre: «Je désigne Charles-Eugène comme mon auxiliaire et mon successeur non pas en considération de son doctorat en théologie et de ses autres diplômes, mais parce qu'il possède les qualités, les vertus et l'esprit rural qui en font un modèle et un guide pour le clergé et les fidèles du diocèse».

J'avais mijoté un boniment pour aller saluer le nouvel archevêque: «Excellence, je vous...» Il m'interrompit en riant:

«Omets l'Excellence et continue à me tutoyer. Souviens-toi que je suis né à Trois-Pistoles, foyer de mes ancêtres comme des tiens. Reviens me voir. Je veux étudier nos problèmes agricoles avec un agronome qui fut cultivateur, président de l'UCC et sous-ministre de l'Agriculture!...»

Je profitai de cette invitation pour lui soumettre les «Principes d'action sociale rurale», un texte de 90 pages préparé par la Société d'Études rurales à l'occasion du Congrès international de vie rurale, tenu à Rome en 1951. Je n'eus qu'à lui suggérer de rédiger une préface à cette brochure tirée à 2,000 copies vite écoulées. Le style, c'est l'homme. Cette préface, comme ses nombreux mandements au clergé et aux fidèles, exprime une doctrine sûre avec une clarté et une précision exemplaires.

Il démissionna le 25 février 1967, pour se conformer au décret pontifical obligeant les évêques à prendre leur retraite à 65 ans. Il renonça à des titres antiques et devint officiellement l'Ancien archevêque de Rimouski.

Il avait réservé un appartement à l'Archevêché et désigné son auxiliaire et successeur, Monseigneur Louis Lévesque. Il consacrait ses loisirs à visiter des amis, les pauvres, les malades, les paroissiens dévoués aux oeuvres sociales. Sa bonté naturelle et sa grande charité lui inspiraient les gestes et les paroles qui reconfortaient les plus démunis. Il savait aussi orienter et stimuler le dévouement des apôtres laïcs.

Je ne manquais pas d'aller saluer Monseigneur l'Ancien, en passant à Rimouski. Le 7 mai dernier, je fus invité par l'UPA pour le lancement de «Mes Mémoires». Nous avons tellement été accaparés par un programme surchargé, que nous avons dû, ma femme et moi, revenir sans passer par l'Archevêché. Monseigneur Parent a confié à ma soeur de Rimouski qu'il fut peiné de ne pas avoir reçu notre visite. Je venais de lui dédicacer un exemplaire de «Mes Mémoires», quand j'appris par téléphone que Dieu avait rappelé son serviteur: Mission accomplie...

## Glanures d'information

par PATRICK ALLEN

### Seul le Québec a avancé vers la propriété du logement

Le nombre de logements habités par leurs propriétaires a augmenté au Québec de 203,475 de 1976 à 1981, alors que celui des logements loués a progressé presque trois fois moins vite. C'est un effort considérable de rattrapage qui a permis de faire passer le pourcentage de propriétaires de leur logement au Québec, de 50.4 pour cent à 53.3 pour cent. D'une société de locataires que nous étions, nous commençons à nous identifier comme une société de propriétaires. Mais quel chemin encore à faire afin d'être maîtres dans notre propre demeure, comme l'indique le tableau ci-joint!

#### SEUL LE QUÉBEC AVANCE VERS LA PROPRIÉTÉ DU LOGEMENT

	1981			1976		
	Nombre de logements possédés	loués	%	Nombre de logements possédés	loués	%
<b>QUÉBEC</b>	1,157,435	1,015,425	53.3	953,960	940,155	50.4
Provinces de l'Atlantique	501,180	173,011	74.3	444,255	153,865	74.3
Ontario	1,878,955	1,090,835	63.3	1,676,250	958,370	63.6
Prairies	956,320	492,620	66.0	810,435	384,005	67.9
Colombie-Britannique	641,445	355,195	64.4	540,635	287,655	65.3
Canada	5,141,940	3,139,590	62.1	4,431,235	2,734,860	61.8
Canada sans Québec	3,984,505	2,124,165	65.2	3,477,275	1,794,710	66.0

Pour bien comprendre, il faut noter que les deux colonnes de pourcentage mesurent la part des logements possédés par rapport au total des logements privés occupés. Dans *La Presse* (20 juillet), Jean Poulain commente ce tableau fort significatif de ce changement au Québec.

## **Alcan: ses usines du Québec lui évitent à nouveau un déficit:**

«La rentabilité des usines québécoises d'Alcan Aluminium Ltée a de nouveau permis à cette firme montréalaise d'éviter un déficit et d'afficher un modeste profit de 5 millions de dollars américains au cours du dernier trimestre,» apprend-on dans *Le Devoir* du 21 juillet. Dans l'ensemble des usines réparties en dehors du Canada, à travers le monde, les usines ont perdu 21 millions de dollars pendant la même période. Selon Alcan, c'est la baisse continue des prix, en particulier des produits en lingots, qui a eu un effet négatif sur les résultats et devrait se traduire sur les dividendes à verser. Les gestionnaires devront arriver à comprimer les coûts avec la baisse des ventes. La productivité de la main-d'oeuvre doit s'accroître en fonction de cette politique.

## **Bombardier fabriquera les voitures du métro de New York**

La compagnie québécoise Bombardier vient d'obtenir le contrat de fabrication de 825 nouveaux wagons du métro de New York évalué à un milliard de dollars, elle créera ainsi de nombreux emplois et implantera «une tête de pont» sur le marché américain du transport en commun. Ce contrat a néanmoins provoqué une tempête de protestations dans un certain milieu ouvrier aux États-Unis, puis chez les entreprises concurrentielles, notamment la compagnie BUDD, filiale américaine de Thyssen, de l'Allemagne occidentale. Un débat fort nourri a donné lieu à une enquête menée par le département du Trésor américain dont le secrétaire, Donald Reagan, a reconnu que «même si Washington finançait Budd, la soumission de Bombardier était encore plus avantageuse à tous les points de vue. En effet, New York Transit Authority avait étudié sept facteurs avant d'accorder le contrat à Bombardier: son coût, le prix des voitures, le délai de livraison, la qualité de la conception et l'efficacité, le contenu newyorkais et le danger de ne pas dépendre d'un seul fournisseur, l'offre de financement du gouvernement canadien. Cette fois au Québec on a su faire, même si le prêt qui doit coûter au contribuable canadien — et du même coup,

l'économie réalisée par les usagers du métro de New York — sont évalués «quelque part entre 250 et 300 millions de dollars», selon *La Presse* du 14 juillet.

### **Hydro mérite un «AAA»...**

Hydro mérite un «AAA» au lieu d'une cote plus basse, s'il est vrai que les cotes financières accordées par Moody's et Standard & Poor aux obligations émises aux États-Unis doivent être le reflet fidèle de la capacité financière d'assumer ses dettes, a écrit Frédéric Wagnière dans *La Presse* du 19 juillet. Ce commentaire s'appuyait sur le jugement de Edward Waters, de la maison de courtage newyorkaise Kidder, Peabody, qui maintient qu'Hydro-Québec mérite la cote la plus élevée et qu'elle doit loger «parmi le gratin des sociétés d'utilité publique en Amérique du Nord».

Commentant le verdict de la Standard & Poor's, la Chambre de commerce du district de Montréal le qualifie de «décision inappropriée et préjudiciable pour le Québec tout entier». Décision inappropriée, parce que la performance économique du Québec «se compara avantageusement à celle de toutes les autres provinces canadiennes», tant sur le plan des activités manufacturières que sur celui des finances publiques. Jugement préjudiciable, parce qu'il se traduira par des coûts d'emprunt supplémentaires pour les organismes de l'État. Dans le texte de son communiqué paru sous le titre UN VERDICT MAL FONDÉ, dans *Le Devoir* du 19 juillet, la Chambre de commerce justifie son point de vue au moyen d'arguments solides et vérifiables.

### **Québec a trois fois la population des provinces de l'Atlantique en bloc**

Les résultats du dernier recensement montrent que la population du Québec est d'environ trois fois celle des quatre provinces de l'Atlantique réunies et presque autant que les quatre provinces de l'ouest ensemble. L'augmentation a été de 3.3 pour cent de 1976 à 1981, soit plus que dans les quatre provinces de l'est et le Manitoba, mais moins que dans les autres provinces: l'Alberta a fait un bond sensationnel de 21.7%. Le tableau ci-joint, original et significatif, a été

préparé spécialement pour les lecteurs de *l'Action Nationale*, à l'aide des documents de Statistique Canada.

POPULATION (en milliers de pers.)

	1976	1981	Variation en %	Densité au km <sup>2</sup>	% de la population canadienne	
					1976	1981
QUÉBEC	6,234.4	6,438.4	3.3	4.7	27.1	26.4
Terre-Neuve	557.7	567.7	1.8	1.5	2.4	2.3
Île-du-Prince- Édouard	118.2	122.5	3.6	21.5	0.5	0.5
Nouvelle-Écosse	828.6	847.4	2.3	16.0	3.6	3.0
Nouveau- Brunswick	677.2	696.4	2.8	9.7	2.9	2.8
Ontario	8,264.5	8,625.1	4.4	9.4	35.9	35.4
Manitoba	1,021.5	1,026.2	0.5	1.9	4.4	4.2
Saskatchewan	921.3	968.3	5.1	1.7	4.0	3.1
Alberta	1,838.3	2,237.7	21.7	3.5	7.9	9.1
Colombie- Britannique	2,466.6	2,734.5	11.3	3.1	10.7	11.2
Territoires du Nord-Ouest	42.6	45.7	7.4	—	0.2	0.2
Yukon	21.8	23.1	6.0	—	0.1	0.1
CANADA	22,992.6	24,343.7	5.9	2.5	100.0	100.0

D'après ce tableau, le Québec forme à lui seul encore 26.4 pour cent de la population canadienne en 1981, mais il a perdu du poids depuis 1976. La densité de notre population par kilomètre carré est de 4.7, soit une possibilité d'accueil des plus grande au monde. En fouillant plus loin dans les données du dernier recensement, nous découvrons que pour la première fois au Canada une famille sur 10 est monoparentale, soit une augmentation de 28%, de 1976 à 1981. La population vieillit plus vite que jamais et porte les démographes à croire qu'en l'an 2000 la moyenne d'âge des Canadiens sera de 36 ans et qu'en 2031, nous aurons un vieillard pour deux travailleurs actifs. La taille des familles diminue, les femmes ont de plus en plus de longévité et accélèrent leur importance relative. La proportion des francophones a augmenté au Québec et diminué dans presque toutes les autres provinces, signalement de plus en plus net que le foyer principal de la langue française est au Québec.

## Comme Montréal, Toronto a perdu un peu de sa population

Après une analyse de la croissance de la population de 1976 à 1981 dans les neuf plus grandes régions urbaines du Canada, Jean Poulain, dans *La Presse* du 21 juillet, constate que «Comme Montréal, la municipalité de Toronto a perdu quelque 34,000 citoyens, passant de 633,318 à 599,217.» La CROISSANCE URBAINE AU CANADA, selon Statistique Canada, s'est faite ainsi:

Région métropolitaine	1981	1976	AUGMENTATION	
			En nombre	En pour cent
Toronto	2,998,947	2,803,101	195,846	7.0%
<b>Montréal</b>	2,828,349	2,802,547	25,802	0.9%
Vancouver	1,268,183	1,166,348	101,835	8.7%
Ottawa-Hull	717,978	693,288	24,690	3.6%
Edmonton	657,057	556,270	100,787	18.1%
Calgary	592,743	471,397	121,346	25.7%
Winnipeg	584,842	578,217	6,625	1.2%
QUEBEC	576,075	542,158	33,917	6.3%
Hamilton	542,095	529,371	12,724	2.4%

Il faut ici noter la croissance particulière de la ville de Québec, qui dépasse celle de Montréal, Ottawa-Hull, Edmonton, Winnipeg et Hamilton. La perte de vitesse de Montréal s'explique en partie par le départ d'environ 94,000 anglophones depuis cinq ans. Ainsi constate-t-on une baisse de population dans les agglomérations de Montréal à majorité anglophone: 7.6% Westmount, 6.2% Mont-Royal, 7.4% Dorval, 7.8% Montréal-Ouest, 5.2% Pointe-Claire et 11.5% Roxboro. Sans doute qu'une partie de ces anglophones du Québec est allée gonfler trois des banlieues de Toronto qui ont eu une augmentation sans précédent de leurs effectifs humains depuis les cinq dernières années: Mississauga, Scarborough et Brampton.

## Qui gagnera la course technologique?

L'avance technologique fait la force de frappe incontestable d'un pays, d'une nation moderne. Or cette avance dépend des grands cerveaux actifs dans tous les domaines, des investissements dans la recherche, du nombre de diplômés en

sciences pures et appliquées. Des savants américains, en congrès annuel de l'Association pour l'avancement de la science, ont pu «regarder leurs universités s'essouffler, leurs budgets de recherche fondre à vue d'oeil, leurs cerveaux les plus prometteurs des universités achetés par l'entreprise privée. Ils ont vu surtout les chercheurs japonais, russes, allemands, français les rejoindre à une vitesse qui les inquiète.» Alors que la productivité américaine n'avait augmenté que de 28 pour cent, de 1968 à 1978, elle avait eu une croissance spectaculaire de 60 p. cent en Europe et de 90 p. cent au Japon. La même constatation s'est appliquée aux universités: en 1980, les Américains ont produit 14,000 ingénieurs en électricité, contre 19,000 au Japon, pays deux fois moins peuplé. Cette situation critique, puisque les progrès en électronique depuis 20 ans sont le fruit des recherches fondamentales effectuées dans les années 20. Qui réussira alors le nouveau bond en avant dans le domaine des ordinateurs? Ce nouveau bond «dépendra de la mise au point de bulles magnétiques infiniment petites où l'information sera stockée», comme l'écrit Louis Wiznitzer dans l'Actualité d'août 1982. Autrefois les Américains étaient à la fois pragmatiques et aventureux; aujourd'hui ils sont devenus paresseux, hédonistes et ne veulent plus prendre de risques. Ils visent la sécurité et c'est vrai des gouvernements comme des chefs d'entreprise, pour paraphraser les propos d'Ernest Boyer, président de Carnegie Foundation for the Advancement of Science, ex-ministre de l'éducation. Le sursaut national pour un grand redressement scientifique aux États-Unis que souhaitait Wiznitzer, en s'appuyant sur le témoignage de Boyer, s'impose encore plus au Québec et au Canada, qui ne sont encore qu'à leur premier balbutiement scientifique.

### **L'homme qui faisait confiance au Canada et en est sorti dégoûté, écoeuré**

Claude Morin est connu comme le père de l'étapisme dans le Parti québécois, l'architecte du référendum sur l'indépendance du Québec et l'artisan de l'Alliance solennelle des huit provinces, le 16 avril 1981, qui finit par «la trahison des anglophones» et l'isolement du Québec. Or ce grand conseiller politique de l'État du Québec depuis 1960 est maintenant

professeur à l'École nationale d'administration publique et sa pensée fait l'objet d'une espèce d'autopsie fort intéressante dans TODAY, le Magazine moribond de la Gazette du 10 juillet 1982. Quatre grandes pages lui sont consacrées. Un reportage sympathique dans l'ensemble mais quelque peu épicé à l'anglaise, hérissé de traits ironiques et de réflexions plus partisans qu'objectives, et qui se lisent comme on boit une eau de source un jour sans soleil... Sous le titre THE MAN WHO TRUSTED CANADA, David Thomas y va d'évocations historiques et de commentaires sur Morin et sur la loi 101, sur l'entente solennelle avec les provinces anglaises contre le coup de force unilatéral d'Ottawa, sur les intrigues surnoisées de la nuit macabre des conspirations et de leurs acteurs qui consacra l'isolement du Québec. D'après cet article, Claude Morin a quitté la politique désillusionné, mais plus sage que jamais: «J'ai appris qu'une entente signée ne pouvait pas être prise au sérieux par les autres provinces. Ces provinces n'ont pas compris combien cette triste nuit du 4 novembre collera à l'histoire comme une date de l'ultime trahison. L'autre leçon que j'ai prise, c'est que les provinces pouvaient me mentir ou me tromper, même si j'étais un partenaire actif d'une alliance et si j'avais l'impression d'être tenu en estime.» La coalition anglophone qui a démolie la carrière politique de Morin, lit-on toujours dans TODAY, a aussi tué dans l'oeuf l'option modérée des séparatistes prêts à négocier une association avec le Canada. Elle ouvre la porte toute grande aux séparatistes inconditionnels, comme solution de rechange au fédéralisme.

Toujours d'après TODAY, Morin est persuadé que la nouvelle Constitution imposée au Québec contient le germe de sa propre destruction. Dès que les Québécois réaliseront que les pouvoirs de leur Assemblée nationale, notamment en matière de langue, peuvent être bafoués par les tribunaux au nom de la nouvelle charte des droits, c'est alors qu'ils deviendront nationalistes militants et qu'ils se mobiliseront. Quoi qu'en pense le Canada anglais, le mouvement nationaliste est au Québec pour y rester, même sans l'apport des séparatistes officiels. «Ce que les anglophones du Canada doivent retenir, ajouta enfin Morin, c'est qu'aux yeux et dans l'esprit des Québécois ils sont perçus comme un peuple indigne

de crédibilité. «Vous n'avez pas idée jusqu'à quel point les responsables de l'isolement du Québec ont commis un acte plus percutant que la pendaison de Riel, la conscription et la Loi des mesures de guerre. Pour les Québécois, les Canadiens anglais ne sont pas dignes de leur confiance», a conclu Claude Morin.

### **A Federalist No More: Solange Chaput-Rolland**

TODAY du 10 juillet nous présente aussi un article signé par Solange Chaput-Rolland, sous le titre A FEDERALIST NO MORE. Madame Solange Chaput-Rolland rappelle sommairement comment elle s'est impliquée par ses écrits et ses discours dans les débats politiques du Canada depuis une vingtaine d'années et ce que ses pérégrinations à travers le pays lui ont appris sur l'indifférence, voire l'hostilité, de nombre d'anglophones au sujet de la culture française. Elle évoque ses espoirs et ses déceptions à la suite du référendum du 20 mai 1980 sur la séparation du Québec, en particulier la promesse fallacieuse de Trudeau de renouveler la Constitution de façon à satisfaire le Québec, les manoeuvres politiques frauduleuses qui ont entouré le soi-disant débat constitutionnel.

Au titre de l'une des huit commissaires de la Commission Pépin-Robarts, elle ne peut accepter la vision de Trudeau sur le Canada qui est de réduire l'influence des provinces dans la fédération, de renier le rôle historique du Québec, de rejeter le régionalisme, etc. Elle ne peut accepter que Trudeau boude le fédéralisme coopératif, bâtisse à sa façon un pays unitaire, un peu comme le voulait Macdonald contre Georges-Étienne Cartier, qui soutenait que Québec ne consentirait jamais à faire partie d'un pays dans lequel il perdrait son identité.

L'échec de Ryan aux élections générales de 1981, la lutte systématique entre Ottawa et les provinces, voilà d'autres tristes faits dont Trudeau est en partie responsable. Madame Chaput-Rolland prétend avoir fait plus que sa part pour expliquer Québec au reste du Canada et vice-versa. Ce qui la désole aussi, c'est que les Canadiens sont plus attachés à leurs problèmes qu'aux femmes et aux hommes capables d'aider à

les régler. Pis encore, ces problèmes ont été enchâssés dans la nouvelle Constitution pour les transmettre intacts à nos enfants comme un héritage. Madame Chaput-Rolland note, non sans amertume, que « Nous avons eu un pouvoir canadien-français pendant 14 ans à Ottawa, et le Canada français n'a jamais été aussi aliéné ou étranger au reste du pays et au gouvernement fédéral qu'il l'est aujourd'hui. » En ce moment, elle écrit un téléroman pour la télévision. Pour elle, la fiction est devenue préférable à la réalité canadienne. Mais combien de temps pourra-t-elle rester fidèle à son... FEDERALIST NO MORE? Comme à l'habitude dans ses écrits, elle a gardé quelques ambiguïtés et un pied dans la porte, notamment, quand elle a écrit dans cet article de TODAY: « But a country is bigger than its leaders. I cling stubbornly to my ties to Canada... » Il n'est donc pas facile de faire croire: « Fontaine, je ne boirai jamais de ton eau! »

### **CANADA: The Canadian Economy is in Crisis**

Telle est la grande manchette au recto de la revue américaine BUSINESS WEEK du 28 juin. Le premier ministre Trudeau y apparaît songeur et assis sur de longues pointes d'acier plantées comme des obus menaçants dispersés sur toute l'étendue d'une feuille d'érable rouge, à la largeur et à la hauteur de la page-couverture. Placard spectaculaire! « Après deux ans de nationalisme économique, le Canada est sur le bord du désastre. Le dollar se maintient très bas, d'importantes masses de capitaux sortent du pays, et les affaires stagnent sous le poids de la canadianisation du pétrole et des subventions aux industries en difficulté. Comme architecte responsable, le premier ministre Trudeau doit trouver les remèdes pour amortir les contre-coups de la faillite de ses politiques ». C'est en ces termes que Business Week résume, en table des matières, le long article de six pages sur trois colonnes et illustré de graphiques.

*Business Week* oublie cependant d'écrire que le nationalisme économique a toujours été ardent et feutré aux États-Unis — l'affaire Bombardier en témoigne — au point de vouloir drainer chez eux à des prix parfois ridiculeusement bas les ressources de tous les pays du monde, de les transformer

en produits finis pour les offrir ensuite à des prix aussi élevés que possible. Le tort de Trudeau a été d'avoir attendu 14 ans et d'avoir mal choisi le temps, la manière et les modalités d'implantation de son nationalisme dans le cas du pétrole et du tamisage des investissements étrangers, toutes mesures qui déplaisent aux Américains.

Si la chute du dollar a de quoi inquiéter *Business Week*, cette revue aurait pu souligner que la devise canadienne se comporte mieux en général que celles des autres pays qui, comme le Canada, souffrent des politiques économiques arrogantes et unilatérales mises de l'avant par le président Reagan. L'inflation, ce cancer des portefeuilles, n'est pas un mal propre au Canada. Ici encore *Business Week* ne nous apprend rien de bien neuf.

Quantité de chercheurs et les instituts de recherche comme celui de C. D. Howe, le Conference Board, ont depuis au moins deux ans reproché au gouvernement Trudeau d'avoir entretenu les illusions au sujet de l'inflation et de ne pas avoir su inspirer des choix de solutions au patronat comme au travailleur. Les déficits budgétaires insupportables des gouvernements provinciaux et surtout d'Ottawa, le chômage sans précédent et alarmant du point de vue social surtout chez les jeunes, les faillites d'entreprises, surtout l'alerte de *BUSINESS WEEK*, tous ces sons de cloche devraient nous ramener au bon sens, Trudeau le premier, pour stopper la mesquinerie politique, prendre ensemble le chemin de la solidarité et de la concertation pour nous amener à vivre selon nos moyens, d'une façon dynamique et productive.

## **La Prudentielle d'Amérique de plus en plus au Québec**

Cette entreprise qu'il ne faut pas confondre avec l'autre Prudentielle qui vient de déménager la plus grande partie de son siège social de Montréal à Kitchener, en Ontario, est la plus importante compagnie d'assurance-vie du monde. Elle a investi plus de 1.5 milliard de dollars au Québec, soit trois fois la valeur de ses engagements envers ses assurés. Elle est installée dans la Maison du Commerce de Montréal, son bureau principal pour la province, où elle a l'intention de

demeurer et de poursuivre activement sa contribution à l'économie québécoise. Elle entend entrer dans le marché de l'assurance-habitation et de l'assurance-automobile au Québec dès 1985, annonçait à Toronto la direction de la division canadienne, selon *Le Devoir* du 23 juillet.

## François Aquin et son vibrant appel à tous les Québécois et Québécoises

Dans la lutte nationale des Québécois, le cri du coeur que le Général de Gaulle a lancé le 24 juillet 1967 conserve la plus cuisante actualité: «VIVE LE QUÉBEC LIBRE.» François Aquin a dégagé le sens profond de ce cri du coeur dans son discours à l'Assemblée législative, le 3 août 1967. Aussi la SSJB de Montréal a-t-elle été bien inspirée de présenter dans *Le Devoir* du 24 juillet, «En ce 15<sup>e</sup> anniversaire, et en l'honneur de tous ceux qui luttent pour que vive le Québec libre», le texte d'Aquin et le vibrant appel qu'il a adressé à tous les Québécois et à toutes les Québécoises.

Ce message d'Aquin nous dit notamment que:

«L'heure approche où chaque homme libre au Québec devra aller au fond des choses et dire le fond de sa pensée. Jamais n'a été aussi pressante l'oeuvre de la libération du Québec prisonnier d'une constitution tombée en désuétude et qui tout en étant une entrave pour nous est devenue un tremplin pour le gouvernement du Canada...

«La vérité est dans l'avenir. Dans 25 ans, dans 50 ans, alors que depuis des décennies le Québec sera devenu une patrie libre, alors que, par delà les sociétés colonisatrices révolues, il aura tendu la main aux autres territoires libres d'Amérique, d'Asie, d'Afrique et d'Europe, alors qu'il fera le poids de la mégalopolis française sur le sol des Amériques, des hommes et des femmes viendront dans cette enceinte et ils ne seront pas intéressés par les débats partisans que nous y avons tenus. À notre sujet, ils ne poseront qu'une seule question: Est-ce que c'étaient des hommes libres?

VIVE LE QUÉBEC LIBRE!»

Était-ce dans l'esprit d'Aquin un ultime appel à notre fierté? Il ne faut pas le rater. Il faut prouver notre solidarité à la SSJB et lui aider à défendre le droit des indépendantistes de s'exprimer dans les journaux par des placards comme celui qui vient de paraître dans *Le Devoir*. Une généreuse contribution s'impose.

# VOUS ET NOUS

## ENSEMBLE... POUR LA VIE

### ASSURANCE-VIE

- ✓ Avec ou sans participation
- ✓ Sécurité familiale
- ✓ Éducative
- ✓ Commerciale
- ✓ Hypothécaire

### RENTES

- ✓ Viagères
- ✓ Épargne-retraite
- ✓ Écono-rente
- ✓ À versements invariables

### ASSURANCE COLLECTIVE

- ✓ Vie
- ✓ Indemnité hebdomadaire
- ✓ Assurance-maladie
- ✓ Dentaire
- ✓ Rente mensuelle d'invalidité

PLANIFICATION SUCCESSORALE — CONVENTION ENTRE ASSOCIÉS



## L'ÉCONOMIE MUTUELLE-VIE

#### SIEGE SOCIAL

385 est. rue Sherbrooke  
Montreal Que H2X 3N9  
Tel 842-8221

#### AGENCES ET UNITES

Drummondville, Granby, Joliette  
Laval, Mont-Laurier, Montreal  
Ottawa, Quebec, Rive Sud  
Saguenay - Lac St-Jean,  
St-Hyacinthe, Sherbrooke  
Thetford Mines

## L'impact d'une décision

---

par JEAN GENEST

Nous venons d'apprendre par M. Michel Roy, ex-bras droit de l'ex-directeur du *Devoir*, que M. Claude Ryan annoncera officiellement sa démission comme chef du parti libéral provincial (*La Presse*, 7 août 1982), ces jours prochains.

Nous ne voulons pas aggraver par des propos acrimonieux la chute verticale de cet homme qui a donné, toute sa vie, des coups de boutoir et qui en a reçu de formidables. Il mérite notre respect dans son infortune. Si, toutefois, cette démission est confirmée.

Toute sa vie a été publique, mais c'est durant sa vie comme politicien que ses défauts sont apparus en gros traits: il n'aurait jamais dû accepter de présider aux destinées d'un parti politique. Son honnêteté intellectuelle ne l'y prédisposait pas. Et aussi, sa faculté, poussée presque à l'absurde dans sa virtuosité, de vouloir rester assis entre deux chaises. Ou plutôt, il pratiquait l'art de la balançoire, incapable de synchroniser ses principes et son action, incapable de faire la synthèse entre les libertés individuelles et les libertés collectives.

Dessignons en quelques traits les conséquences possibles de sa «défenestration»:

1 - La cause réside, qu'il le veuille ou non, dans le fait qu'il n'a jamais su faire sa place au nationalisme canadien-français. Il possédait une extrême difficulté à «sentir avec le peuple». Comme tant d'universitaires, pour prouver son détachement et sa hauteur de vue, il aurait voulu n'être d'aucune étiquette. Être pur et au-dessus des pauvres humains. Et par contradiction, le voilà qui s'inféode à un parti politique, la pire compro-

mission pour quelqu'un qui veut garder les mains propres et les yeux dans l'azur des idées.

2 - Une fois intégré au parti libéral provincial, le voilà qui découvre son inféodation au groupe minoritaire des Anglo-Québécois. Pour s'assurer ce 20 pour cent des votes, il accepte plusieurs de leurs points de vue, comme rogner la loi 101 et attaquer la nationalisation des compagnies d'amiante. Plusieurs de ses arguties et de ses logiques les plus faibles lui viennent de cet héritage qu'il a dû accepter.

3 - Sous son leadership, le parti libéral québécois en est venu à représenter l'*Establishment* anglo-québécois, mettant contre lui tous le monde ouvrier et à représenter *une politique contraire au nationalisme*, tel qu'incarné par le Parti québécois. Cette «image» transforma M. Ryan en cible des syndicats et des nationalistes: il accordait trop à la minorité et ses programmes politiques et économiques n'obéissaient pas assez aux besoins du Québec français.

4 - Les nationalistes ont la mémoire longue: ils n'ont pas pardonné facilement à M. Ryan sa surprenante opposition aux États Généraux de 1967-1969. Sa frustration engendra la colère et le ressentiment des nationalistes. Lorsqu'ils assistèrent à sa nomination de chef des libéraux québécois, ils n'augurèrent rien de bon. C'est ce qui se passa: son règne ne laisse aucune marque, seulement quelques rides à la surface des événements. Pour les nationalistes, il se meurt de ne pas avoir la fibre nationaliste, et il ne le sait pas!

5 - La question de la succession (si la démission est confirmée) est ouverte. Aucun des députés actuels n'a la taille ni les idées voulues. Il faudra prendre le chef en dehors des députés élus. Sera-ce M. Bourassa? M. Garneau? M. L'Allier? La première condition requise, pour ce choix, est à examiner avec attention: comment le candidat se comporte-t-il et se comportera-t-il dans ses relations avec Ottawa?

6 - La rumeur, bien accréditée, court déjà à Ottawa, selon laquelle les libéraux fédéraux feront tout pour qu'on élise un chef flexible à leurs politiques. Et quand les libéraux fédéraux parlent de leurs politiques, ils entendent: politique bilingue,

charte des droits, constitution, diminution des pouvoirs du Québec, centralisation et soumission des minorités à une majorité qui, bientôt, représentera 72 pour cent de la population canadienne. Inutile de dire que si les libéraux du Québec se choisissent un chef pareil, les forces nationalistes les maintiendront dans l'opposition pour longtemps. Peut-être est-ce l'unique leçon que M. Ryan vient d'apprendre. Et il part pour l'avoir apprise trop tard!

7 - La rumeur veut encore que les libéraux fédéraux, pour ne pas dire M. Trudeau lui-même, seraient prêts à jeter plus d'un million de dollars dans le choix et l'élection de ce futur chef du parti libéral québécois. Ils se souviennent encore de l'opposition de M. Bourassa aux propositions de Victoria et à la centralisation de M. Trudeau. Ils voudront l'éviter, mais ces signes ne constituent-ils pas ses meilleurs atouts. Ce qu'il y a de certain, c'est que les libéraux du Québec ne devront pas écouter quelques-uns de leurs députés qui sont un déshonneur pour le Québec, soit qu'ils participent trop de l'esprit de l'*Establishment*, soit qu'ils n'aient connu, comme culture et comme personnalité, que le développement propre aux *colonisés endurcis*. À Ottawa, on sait déjà à qui distribuer ce million de dollars: ce ne sera pas aux élus anglophones qui sont tout acquis aux politiques fédérales, ni aux colonisés canadiens-français trop compromis pour modifier leur asservissement. Il ira à ces députés sans convictions, prêts à voter pour le chef que les circonstances indiqueront comme le «bon». Ainsi, le public est averti: tout député qui, d'un coup, recevra un 50 000\$ a bien des chances d'être à la remorque des choix du gouvernement fédéral. Les observateurs attentifs n'auront qu'à suivre les démarches de M. Jean Chrétien et de M. Marc Lalonde, dans le Québec, dans l'application de ce plan.

8 - Le départ de M. Ryan, préparé depuis plusieurs mois de sape et de dynamitage par ses *amis*, ne nous surprend pas. Cependant, il ne doit pas nous faire oublier l'essentiel: ce n'est pas son départ qui est le plus important, mais le départ de M. Pierre Elliott-Trudeau lui-même. Le Québec a fait une erreur (pour ne pas dire une bourde énorme) en réalisant M. Trudeau et nous pouvons difficilement corriger cette erreur avant les prochaines élections. Quant au chef libéral provincial, nous

pouvons en faire notre «affaire»: nous le surveillons de plus près et le français rend son message plus intelligible à notre peuple!

9 - Pour nous, le meilleur successeur sera toujours celui qui, en politique et en économique, donnera la priorité au Québec. *Québec d'abord*. D'autres devront se charger de travailler pour le Québec. Point final!

## L'Action Nationale

**État des recettes et déboursés**  
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981

**Recettes**

Abonnements	\$20 741.27
Annonces	8 648.00
Dons	3 185.00
Ventes de volumes	2 608.34
Colloque à l'Université de Montréal	3 370.00
Subventions de la Fondation Esdras Minville:	
reçues en 1980 et déposées en 1981	4 500.00
reçues et déposées en 1981	4 000.00
	<u>\$47 052.61</u>

**Déboursés**

Impressions	29 438.29
Correction d'épreuves et recherches	370.00
Expédition	983.34
Affranchissement postal	600.00
Salaires	3 280.00
Frais inhérents aux salaires	105.00
Loyer, téléphone et dépenses du secrétariat	3 995.67
Colloque	4 503.43
Télégrammes à Ottawa, Mémoire à Québec,	
Conférence de presse, Remise du Prix du Québec	2 033.38
Remises à la Fondation Esdras-Minville	575.00
	<u>\$45 884.11</u>
Excédent des recettes sur les déboursés	\$ 1 168.50
Solde à la Caisse Populaire le 1 <sup>er</sup> janvier 1981	<u>5 095.53</u>
Somme à la Caisse Populaire le 31 décembre 1981	\$ 6 264.03

## Fondation Esdras-Minville

### État des recettes et déboursés

pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981

#### Recettes

Dons	\$ 925.00
Intérêts	6 051.86
	<u>\$ 6 976.86</u>

#### Déboursés

Subventions à la Ligue d'Action Nationale	\$ 4 000.00
Achat d'obligations	2 000.00
Rapport annuel et coffret de sûreté	19.50
	<u>\$ 6 019.50</u>

### État de l'Actif au 31 décembre 1981

Obligations (valeur nominale \$59000), coût	\$57 841.00
Parts sociales aux Caisses Populaires	15.00
Compte à la Caisse Populaire Saint-Jacques	78.32
Compte à la Caisse Populaire St-Thomas-d'Aquin	3 163.27
	<u>\$61 097.59</u>

LA PENSÉE DE  
FRANÇOIS-ALBERT ANGERS

John Grube

**BÂTISSEUR  
DE PAYS**

Aux Éditions de  
l'Action Nationale

82 ouest,  
rue Sherbrooke,  
Montréal,  
H2X 1X3  
ou tél.:  
de 9 à 13h  
à  
845-8533

12\$ le volume

**L'auteur du livre**

Un écrivain anglo-canadien de  
Toronto, John GRUBE

**Le sujet:**

La pensée de François-Albert  
Angers sur le nationalisme cana-  
dien-français

**Les sources de documentation**

Les centaines d'écrits

**La méthode de travail de  
M. Grube**

Il a écrit ce nouveau livre selon  
sa propre compréhension des  
textes, son jugement personnel,  
en toute liberté d'analyse et d'in-  
terprétation.

**Brûlante actualité de chacun  
des chapitres du livre:**

- La guerre de la centralisation
- La réforme de la réforme (éduca-  
tion)
- Une sécurité sociale bien de chez  
nous.
- La conscription
- L'indépendance fiscale
- La pensée nationale de F.-A. An-  
gers
- La libération économique du  
Québec
- La bataille de la langue



**imprimerie  
gagné  
Itée**

80, rue St-Martin,  
Louiseville J5V 1B4  
1-800-567-2154

## CRITÈRE

Revue publiée par la Société de publication Critère inc., avec l'aide du Ministère de l'Éducation du Québec et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

### Comité de direction:

Roger Sylvestre, directeur, Jean Godin, Yves Mongeau, Jean Proulx.

**Conseil d'administration de la Société de publication Critère inc.:** Yves Martin, président, Hélène Pelletier-Baillargeon, vice-présidente, Claude Beauregard, Jacques Dufresne (directeur de la revue, 1970-1980), Fernand Gauthier, Benoit Lacroix, Pierre Longtin, Yves Mongeau, Alexandre Prévost, Jean Proulx (directeur de la revue, 1980-1981), Mounir Rafla, Roger Sylvestre.

### Secrétariat et Administration:

Edna Hall, Jacqueline Davignon,  
Revue Critère, Collège Ahuntsic,  
9155, rue Saint-Hubert, Montréal, Qué. H2M 1Y8  
Tél.: 389-9068; 389-5921, poste 348



**L'atelier  
qui donnera  
à vos imprimés  
un caractère  
de distinction**

IMPRIMEURS  
LITHOGRAPHES  
CONCEPTIONS  
GRAPHIQUES

**THÉRIEN FRÈRES  
LIMITÉE**

**8125, BOUL.  
ST-LAURENT  
MONTREAL  
QUÉBEC H2P 2M1**

**388 5781**



## LES NUMÉROS SPÉCIAUX DE L'ACTION NATIONALE

Nombre Prix

**50 ANNÉES DE NATIONALISME POSITIF** Synthèse de nationalisme canadien-français de 1917 à 1963. 260 pages. \$1.50.

---

**LIONEL GROULX, PTRE.** En 1978 on fêtera le centenaire de sa naissance. Seul volume sur la vie et son travail. Études de: Angers, Arès, Allen, Barbeau, Brunet, Blais, Frégeault, Lacroix, Remillard, Dionne, Tétreault, Genest 1968, 288 pp. \$5. Volume indispensable et très actuel. Illust.

---

**TOUTE LA PENSÉE DE BOURASSA SUR LE SÉPARATISME!** Lettres et textes de Bourassa sur le séparatisme. Angers et Nish. 158 pages, \$1.00. Pour travail historique.

---

**LES SUBVENTIONS FÉDÉRALES AUX UNIVERSITÉS, FAVEUR? PIÈGE?** Arès, Allen, Angers, Brunet, Filion, Laporte, Laurendeau, P.-E. Trudeau, 1957, 135 pages, \$1.00.

---

**LA CHARTE DE VICTORIA, FIN DU FÉDÉRALISME?** Angers, Arès, Berner, Brunet, Laplante, Claude Morin, Jacq.-Yvan Morin. 1972. 148 pages, \$1.50.

---

**ESDRAS MINVILLE (1896-1975)** — par Angers, Arès, Gagnon, Létourneau, Harvey, etc. 188 pages, 1976, \$5.00. Illustré.

---

**LA BATAILLE DES COMMUNICATIONS.** Le drame de la centralisation fédérale et du peu de flexibilité de son fédéralisme. 1976, 160 pages, \$3.00.

---

**LES ÉTATS GÉNÉRAUX DU CANADA FRANÇAIS** (3 vols dont celui de février 1968 est épuisé)

I — Exposés de base et documents de travail, nov. - déc. 1967, 275 pages, \$3.00

II — Assises nationales, mai-juin 1969, 640 pages, \$7.00

---

**LA LANGUE FRANÇAISE. ASPECTS CONSTITUTIONNELS, POLITIQUES ET CULTURELS.** par Angers, Arès, Beaupré, Castonguay, Dorion, Godin, Laurion, Pépin, Renaud, 1975, 172 pages, \$2.00.

---

**L'ÉDUCATION NATIONALE.** Mémoire de SSJB de Montréal à la Commission Parent. Enquête sur le problème national des Québécois francophones. 1962, 180 pages, \$1.50.

---

**POUR UN QUÉBEC CLAIREMENT ET DÉFINITIVEMENT FRANÇAIS,** par Angers. DOCUMENT majeur sur la langue au Québec. 1977 \$1.50

---

**LE TERRITOIRE DU QUÉBEC.** Dossier sur Hull, le port de Montréal, les parcs fédéraux, le Labrador, Mirabel et le sol agricole. Avril 1977. 104 pages, \$2.00

---

**AUJOURD'HUI L'ACADIE.** Où en est l'Acadie? Et si le Québec se sépare? Universitaires et penseurs acadiens se penchent sur leur futur. La meilleure synthèse sur l'Acadie actuelle. Nov. - déc. 1977. 180 pages. \$3.00.

---

**L'ACADIE AUX ACADIENS** 180 p. \$3.00

---

**LE RÉFÉRENDUM,** juin 1979, 22 p. \$6.

---

John Grube: **BÂTISSEUR DE PAYS,** 1981, 250 p. \$12.

---

F.-A. Angers: **POUR ORIENTER NOS LIBERTÉS,** 280 p. \$5.

---

82, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal, H2X 1X3

## LES VOYAGES HONE INC.

Albert Ricard, président et directeur général

*«Heureux qui, comme Ulysse,  
a fait un long voyage»*

1460, avenue Union  
Montréal H3A 2B8  
(514) 845-8221

## SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCES

612, rue St-Jacques

Montréal H3C 3Y8

288-8276

### CLAUDE-PIERRE VIGEANT

traducteur et publiciste

604, rue Waterloo  
London — Ontario  
N6B 2R3

### JACQUES POITRAS

#### YVES POITRAS

Poitras, Larue, Rondeau Inc.  
courtiers en assurances

7190, boul. St-Michel  
Bureau 101  
Montréal H2A 2A5  
376-1280

### BIJOUTERIE POMPONNETTE Inc.

Jean Brassard, prés

256, rue Ste-Catherine Est  
Montréal H2X 1L4  
288-3628

### La Boutique Le Patrimoine Inc.

Mercerie, tailleur  
Gilles Maille, prop.

Habits sur mesures  
Location d'habit de gala et de marié

6990 rue St-Hubert  
Montréal  
273-2523

### BRISSON, GUÉRIN & ASSOCIÉS

comptables agréés

5835 boul. Léger  
Bureau 200  
Montréal-Nord H1G 6E1  
323-8602

### LAINE PAUL GRENIER ENR.

Spécialité:  
laine du Québec

2301 est, rue Fleury  
Montréal H2B 1K8  
388-9154

### GUY BERTRAND, avocat BERTRAND, OTIS, GRENIER, BLANCHET

42 rue Ste-Anne,  
Suite 200

### ÉDOUARD ROY & FILS LTÉE

Quincaillerie en gros  
exclusivement

4115, rue Ontario Est  
Montréal H1V 1J8  
524-7541

## NOTRE NATIONALISME

«Il importe de penser l'organisation politique du monde en des termes qui ne soient pas mécaniquement ceux de la force brute. Et c'est alors que les nationalismes reçoivent un grand renouvellement de sens, car ils fournissent une première réponse humaine et raisonnable à l'angoissante question de la simplification outrée des rapports politiques, économiques et culturels dans une humanité vouée désormais à vivre dans un espace rétréci.

«Ce nationalisme n'a rien à voir avec le nationalisme conquérant. Il pose la question générale de la nécessité des souverainetés et des autonomies dans l'univers qui point à l'horizon. Il fournit une première ébauche de géographie politique à construire.

«Loin d'être un *crime contre l'humanité*, selon un mot dérisoire et tristement célèbre, il avance d'ores et déjà un modèle de justice et de pondération des choses dans un monde qui devrait n'avoir plus à réduire des peuples en esclavage.

«Il était superficiel de présenter, dans les nuances et distinctions nécessaires, la suggestion que d'aucuns ont fait aux peuples, de se fondre, toute précaution cessante, dans de prétendus grands ensembles, économiques ou politiques, sans voir, dans chaque cas, où se situe le véritable intérêt de l'homme, des cultures, des indépendances créatrices. Il ne s'agissait, bien souvent, que d'un nationalisme du type conquérant, mais déguisé, et ces suggestions n'émanaient, en définitive, que de sa machine à propagande.

«Un peuple qui défend sa culture défend bien plus en réalité: il défend du même coup sa dignité, sa liberté et sa prospérité. Au Québec, comme ailleurs, nous mettrons le temps qu'il faut pour le démontrer.»

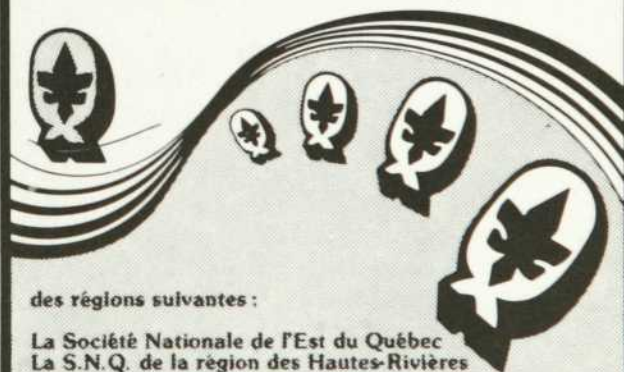
Jacques-Yvan Morin: *La portée universelle du combat des Québécois pour l'autodétermination.*

2 avril 1978.

*Nous souscrivons avec fierté  
à l'Action Nationale*

**LA** SOCIÉTÉ SECOURS MUTUELS  
**QUÉBÉCOISE**

UNE INSTITUTION D'ASSURANCE-VIE  
AUX SERVICES EXCLUSIFS DES MEMBRES  
DES SOCIÉTÉS NATIONALES DES QUÉBÉCOIS



des régions suivantes :

- La Société Nationale de l'Est du Québec
- La S.N.Q. de la région des Hautes-Rivières
- La S.N.Q. de la région de l'Outaouais
- La S.N.Q. de la région Saguenay Lac St-Jean
- La S.N.Q. de la région de l'Amiante
- La S.N.Q. de la région Richelieu St-Laurent
- La S.N.Q. de la région Richelieu-Yamaska

**De concert  
avec la**

# **vie**

**Parce qu'elle est consciente de vos obligations qui évoluent sans cesse au rythme de la vie, La Solidarité, Compagnie d'assurance sur la vie, met sur pied de nouveaux programmes d'assurance dans le but de vous offrir des services toujours mieux adaptés à vos besoins. L'innovation à La Solidarité ne profite qu'à vous!**

**La Solidarité**

Compagnie d'assurance sur la vie



**Siège social: Québec**

**Agences: Amos, Beauceville, Charlesbourg,  
Chicoutimi, Laval-des-Rapides, Longueuil,  
Montréal, Québec, Rimouski, Sainte-Foy,  
Sherbrooke, Trois-Rivières.**

**DU GROUPE SOLIDARITÉ · UNIQUE**